



NORTH ATLANTIC COUNCIL
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable à la Finlande, à la Suède

20 décembre 2022

DOCUMENT
PO(2022)0516-AS1 (INV)

RAPPORTS
DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2021
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI),
DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NDC)
ET DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 19 décembre 2022, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport du RPPB annexé au PO(2022)0516 (INV), approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient, pris note des rapports de l'IBAN et donné son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN et les états financiers 2021 de l'EMI, du NDC et de la STO soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du PO(2022)0516 (INV) et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-





NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable à la Finlande, à la Suède

14 décembre 2022

DOCUMENT

PO(2022)0516 (INV)

**Procédure d'accord tacite :
19 déc 2022 17:30**

À : Représentants permanents (Conseil)

De : Secrétaire général

**RAPPORTS
DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2021
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI),
DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NDC)
ET DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)**

1. Vous trouverez ci-joint le rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) sur les rapports que l'IBAN a consacrés à l'audit des états financiers 2021 de l'EMI, du NDC et de la STO. Pour ces trois entités, l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2021.

2. Je ne pense pas que cette question doive être examinée plus avant au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au lundi 19 décembre 2022 à 17h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport du RPPB, approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient, pris note des rapports de l'IBAN et donné son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN et les états financiers 2021 de l'EMI, du NDC et de la STO soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg

1 annexe
6 pièces jointes

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable à la Finlande, à la Suède

ANNEXE 1
PO(2022)0516 (INV)

RAPPORTS
DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2021
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI),
DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NDC)
ET DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)

Rapport du Bureau de la planification
et de la politique générale des ressources (RPPB)

Références :

A.	IBA-AR(2022)0020	Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'État-major militaire international (EMI)
B.	IBA-AR(2022)0018	Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 du Collège de défense de l'OTAN (NDC)
C.	IBA-AR(2022)0022	Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'Organisation pour la science et la technologie (STO)
D.	C-M(2022)0005-AS1	Note sur la suite donnée aux rapports de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2020 de l'EMI et du NDC et des états financiers 2020 rectifiés de la STO
E.	AC/335-D(2022)0055 (INV)	Dispositions relatives au traitement des rapports d'audit des états financiers de 2021
F.	C-M(2016)0023	Cadre comptable OTAN
G.	BC-D(2022)0207 (INV)	Plans d'action pour la suite à donner aux observations de l'IBAN remontant à plus de trois ans
H.	BC-D(2022)0217 (INV)	Avis du Comité des budgets sur les plans d'action pour la suite à donner aux observations de l'IBAN remontant à plus de trois ans
I.	PO(2015)0052	Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte

INTRODUCTION

1. Le présent rapport du RPPB concerne les rapports de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'EMI, du NDC et de la STO. Pour ces trois entités, l'IBAN a émis une opinion sans réserve tant sur les états financiers que sur la conformité pour l'exercice 2021 (documents de référence A, B et C).

OBJET

2. Le présent rapport appelle l'attention sur les éléments les plus importants des rapports de l'IBAN (documents de référence A à C) afin que le RPPB puisse réfléchir aux questions d'ordre stratégique découlant de l'audit des états financiers des entités OTAN et, s'il y a lieu, recommander au Conseil une ligne de conduite propre à accroître la transparence, à améliorer le compte rendu et à renforcer la cohérence.

EXAMEN DE LA QUESTION

3. L'IBAN n'a formulé aucune nouvelle observation ou recommandation à l'issue de l'audit des états financiers 2021 de l'EMI et du NDC, et il a formulé trois observations, assorties de recommandations, à l'issue de l'audit des états financiers 2021 de la STO. Ces observations, qui n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité, portent sur les points suivants : nécessité d'inscrire à l'actif les coûts d'entretien des navires, nécessité de renforcer la procédure sous-tendant l'établissement de la note relative aux parties liées jointe aux états financiers de la STO, et nécessité de faire en sorte que les transferts intrabudgétaires effectués par le Bureau de soutien à la collaboration (CSO) dans le cadre du report spécial de crédits non engagés aient été explicitement autorisés au préalable.

4. L'IBAN a par ailleurs fait le point, pour les trois entités faisant l'objet du présent rapport, sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents et il a constaté qu'au total, six questions étaient toujours en cours de traitement et neuf autres avaient été traitées. Les questions traitées concernent l'efficacité de la politique de gestion des risques (EMI), la nécessité de limiter le recours aux espèces (NDC), et la nécessité d'améliorer le processus de contrôle interne relatif à l'établissement des états financiers et de l'état de l'exécution du budget (STO). Pour les trois entités, l'IBAN a considéré que les questions relatives aux prêts temporaires entre entités OTAN présentant des états financiers et à la nécessité de présenter une image fidèle de la conversion de crédits annulables en contributions anticipées avaient été traitées. Les observations sont présentées en détail dans les documents de référence A à C.

4.1. Observation 1 pour la STO – L'IBAN recommande au Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (CMRE) de veiller à ce que, dans les états financiers de la STO, les dépenses liées aux inspections précédemment effectuées en vue de l'obtention du certificat de classification soient comptabilisées et présentées, avec effet rétroactif, en tant qu'immobilisations corporelles (sous-recommandation b). Dans ses commentaires, la STO a indiqué que l'inscription des coûts d'entretien à l'actif serait d'application pour les prochains exercices (et non pas rétroactivement), expliquant qu'il était difficile, dans la situation actuelle, de différencier les coûts liés à l'entretien régulier de ceux liés aux visites nécessaires à l'obtention du certificat de classification¹. L'IBAN a cependant maintenu sa position.

4.1.1. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le CMRE procède à un reclassement puis comptabilise et présente les coûts des inspections effectuées en vue de l'obtention du certificat de classification en tant qu'immobilisations corporelles dans les états financiers de la STO. Il note que, afin de se conformer au cadre comptable OTAN, la STO devrait veiller à ce que, dans ses états financiers, les dépenses liées aux inspections effectuées en vue de l'obtention du certificat de classification soient comptabilisées et

¹ La STO fera le nécessaire pour inscrire à l'actif les coûts d'entretien relatifs à l'entretien majeur en cale sèche qui aura lieu en 2023.

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable à la Finlande, à la Suède

ANNEXE 1
PO(2022)0516 (INV)

présentées, avec effet rétroactif, en tant qu'immobilisations corporelles². Toutefois, comme la STO n'a pas gardé trace de la ventilation des coûts, il est, dans la situation actuelle, difficile de différencier les coûts liés à l'entretien régulier de ceux liés aux visites nécessaires à l'obtention du certificat de classification. Le RPPB recommande au Conseil d'inviter la STO à continuer de donner suite à cette observation en coordination avec l'IBAN et à lui communiquer, au moment de lui soumettre ses commentaires relatifs à l'audit des états financiers de 2022, un plan d'action assorti d'échéances. En l'absence d'accord, le Conseil pourrait inviter le RPPB à rendre un avis sur la voie à suivre. Par ailleurs, le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le CMRE élabore une méthode pour la comptabilisation des coûts des inspections effectuées en vue de l'obtention des certificats de classification qui soit conforme aux dispositions du cadre comptable OTAN (document de référence F) et de l'IPSAS 17.

4.2. Observation 2 pour la STO – Dans ses commentaires concernant la recommandation de l'IBAN sur la nécessité de renforcer la procédure sous-tendant l'établissement de la note relative aux parties liées jointe aux états financiers, la STO a indiqué qu'elle disposait d'une procédure permettant d'étayer les informations fournies dans la note sur les parties liées et que rien ne permettait d'affirmer que l'application de la procédure actuelle donnait lieu à la communication d'informations incomplètes dans les états financiers. Cela dit, la STO va revoir la procédure actuelle et rappeler périodiquement aux représentants du Comité pour la science et la technologie (STB) et aux principaux dirigeants qu'il leur incombe de signaler toute opération avec des parties liées ou tout conflit d'intérêts.

4.2.1. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que, afin que l'exactitude des informations communiquées dans les états financiers de la STO puisse être démontrée, les principaux dirigeants, y compris les membres du STB, notifient chaque année les relations ou les opérations avec des parties liées qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'activité de l'entité.

4.3. Observation 3 pour la STO – Dans ses commentaires relatifs à la recommandation de l'IBAN sur la nécessité de faire en sorte que les transferts intrabudgétaires effectués par le CSO dans le cadre du report spécial de crédits non engagés aient été préalablement autorisés, la STO a indiqué qu'elle veillerait à mettre en évidence, lorsqu'elle demandera à l'avenir au Comité des budgets d'approuver un report spécial, les éventuels transferts budgétaires qui y sont liés.

4.3.1. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que le CSO veille, lorsqu'il demande au Comité des budgets d'autoriser un report spécial, à solliciter aussi l'approbation des transferts intrabudgétaires correspondants, en indiquant les chapitres budgétaires d'origine et de destination.

² Article 6.4 du NAF, IPSAS 17 adaptée – Immobilisations corporelles : En cas de modernisation d'une immobilisation corporelle après le 1^{er} janvier 2013, seuls les montants correspondant aux modifications doivent être portés à l'actif.

4.4. Suites données aux observations antérieures – Questions qui, à l'issue de l'audit des états financiers de 2020, étaient en cours de traitement ou à traiter depuis plus de trois ans – Le Conseil a invité la STO à établir un plan d'action assorti d'échéances sur ce qui serait fait pour donner suite à la recommandation relative à l'exercice 2014 (document de référence D). La STO n'ayant pas fourni le document demandé, le RPPB a invité la direction de l'entité à établir un tel plan pour le 15 octobre 2022 et il a demandé au contrôleur des finances de tenir informé le Comité des budgets afin que celui-ci puisse formuler avis et recommandations à l'intention du RPPB (document de référence E). La STO a présenté son plan d'action (document de référence G) à la réunion du Comité des budgets du 9 novembre 2022. Dans ce document, elle se réfère aux informations déjà communiquées dans le rapport sur l'audit de ses états financiers de 2021. Le RPPB soutient la STO dans les efforts que celle-ci déploie pour continuer de prendre les mesures nécessaires afin que la question remontant à plus de trois ans puisse recevoir la suite voulue dans les délais fixés dans le plan d'action (document de référence H).

4.4.1. Suites données par l'EMI, le NDC et la STO aux observations antérieures – Question en cours de traitement depuis plus de trois ans – À l'issue de l'audit des états financiers de 2017, l'IBAN a formulé pour les trois entités une observation concernant la nécessité d'apporter des améliorations dans les domaines de la gestion des risques, du contrôle interne et de l'audit interne. Les documents de référence A à C reviennent en détail sur cette observation. Il se pourrait qu'au moment de communiquer leurs commentaires concernant l'audit des états financiers de 2022, l'EMI, le NDC et la STO n'aient pas encore donné la suite voulue à cette question de 2017. Le RPPB recommande au Conseil d'inviter l'EMI, le NDC et la STO à lui communiquer un plan d'action assorti d'échéances sur ce qui sera fait pour donner suite à toute observation et/ou recommandation de l'IBAN qui remonterait alors à plus de trois ans.

CONCLUSIONS

5. L'IBAN a émis des opinions sans réserve sur les états financiers 2021 de l'EMI, du NDC et de la STO, ainsi que sur la conformité pour cet exercice. Trois nouvelles observations ont été formulées pour la STO. À la date de l'établissement des trois rapports de l'IBAN sur les états financiers de 2021, six questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits étaient en cours de traitement et neuf autres avaient été traitées.

6. S'agissant des observations antérieures, le RPPB prend note des progrès accomplis par l'EMI, le NDC et la STO et se félicite que la direction de la STO soit déterminée à continuer de prendre les mesures nécessaires pour donner suite rapidement aux questions auxquelles elle doit encore remédier. Les documents de référence reviennent en détail sur les observations antérieures (questions en cours de traitement ou traitées).

7. Le RPPB souscrit aux recommandations de l'IBAN visant à ce que la STO inscrive à l'actif les coûts d'entretien des navires, renforce la procédure sous-tendant l'établissement de la note relative aux parties liées jointe aux états financiers de la STO, et fasse en sorte

que les transferts intrabudgétaires effectués par le CSO dans le cadre du report de crédits non engagés aient été préalablement autorisés. Par ailleurs, le RPPB recommande au Conseil d'inviter la STO à continuer de donner suite, en coordination avec l'IBAN, à l'observation concernant la nécessité d'inscrire à l'actif les coûts d'entretien des navires et à lui communiquer, au moment de lui soumettre ses commentaires relatifs à l'audit des états financiers de 2022, un plan d'action assorti d'échéances.

8. La STO a élaboré un plan d'action pour la suite à donner à la recommandation de l'IBAN remontant à l'exercice 2014 et en a informé le Comité des budgets, qui a alors formulé un avis et des recommandations à l'intention du RPPB. Le RPPB se félicite de la détermination de la STO à continuer de prendre des mesures pour que la question remontant à plus de trois ans puisse recevoir la suite voulue dans les délais fixés dans le plan d'action.

9. S'agissant de la recommandation formulée à l'issue de l'audit des états financiers de 2017, le RPPB recommande au Conseil d'inviter l'EMI, le NDC et la STO à lui communiquer, au moment de lui soumettre leurs commentaires relatifs à l'audit des états financiers de 2022, un plan d'action assorti d'échéances sur ce qui sera fait pour donner suite aux observations et recommandations de l'IBAN qui remonteront alors à plus de trois ans.

RECOMMANDATIONS

10. Le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources recommande au Conseil :

10.1. de prendre note du présent rapport ainsi que des rapports de l'IBAN cités en référence A à C ;

10.2. d'approuver les conclusions formulées aux paragraphes 5 à 9 du présent rapport ;

10.3. d'inviter la STO à lui communiquer, au moment de lui soumettre ses commentaires relatifs à l'audit des états financiers de 2022, un plan d'action assorti d'échéances sur ce qui sera fait pour donner suite à l'observation concernant la nécessité d'inscrire à l'actif les coûts d'entretien des navires ;

10.4. d'inviter l'EMI, le NDC et la STO à lui communiquer, au moment de lui soumettre leurs commentaires relatifs à l'audit des états financiers de 2022, un plan d'action assorti d'échéances sur ce qui sera fait pour donner suite aux observations et recommandations qui remonteront alors à plus de trois ans ;

10.5. d'approuver la communication au public du présent rapport, des rapports de l'IBAN et des états financiers 2021 de l'EMI, du NDC et de la STO, en vertu de la politique agréée dans le document de référence I.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

24 août 2022

IBA-A(2022)0095

À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Directeur général de l'État-major militaire international
Contrôleur des finances de l'État-major militaire international
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'État-major militaire international (EMI) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 – IBA-AR(2022)0020***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de l'EMI ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2021.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
1110 Bruxelles
Belgique
E-mail : mailbox.IBAN@hq.nato.int

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN)
à l'intention du Conseil
sur l'audit des états financiers
de l'État-major militaire international (EMI)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2021**

L'État-major militaire international (EMI), état-major principal du siège de l'OTAN, est l'organe exécutif du Comité militaire, la plus haute instance militaire de l'OTAN. L'EMI a pour rôle de fournir au Comité militaire des avis militaires à caractère stratégique ainsi qu'un soutien administratif. Il est également chargé de veiller à ce que les politiques et décisions du Comité militaire soient appliquées par les organismes OTAN concernés.

Le groupe de budgets de l'EMI en tant qu'entité présentant des états financiers englobe, outre l'EMI lui-même, les éléments suivants :

- le Bureau OTAN de normalisation (NSO), bureau indépendant composé de personnel militaire et de personnel civil, placé sous la responsabilité d'un directeur et chargé de lancer, de coordonner, de soutenir et d'administrer les activités de normalisation menées sous l'autorité du Comité OTAN de normalisation ;
- le programme d'ouverture de l'EMI, qui couvre les activités de partenariat menées avec des pays d'Afrique du Nord (Dialogue méditerranéen), avec des pays du Moyen-Orient (Initiative de coopération d'Istanbul) ou avec l'Afghanistan, l'Iraq, le Pakistan ou l'Union africaine (Autres coopérations militaires).

Les états financiers de l'EMI, du NSO et du programme d'ouverture sont réunis en un tout qui fait l'objet du présent rapport.

Le montant total des dépenses pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 28,47 millions d'euros.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation. Il a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que trois questions avaient été traitées et qu'une autre était toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à l'EMI, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

24 août 2022

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021**

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2023)0010 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE

À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Audit des états financiers**Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'État-major militaire international (EMI) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021. Diffusés sous la cote IMSTAM(FC)-0007-2022 et soumis à l'IBAN le 31 mars 2022, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de l'EMI au 31 décembre 2021 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de l'EMI sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable de la gestion financière, qui doit être saine. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 24 août 2022



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que trois questions avaient été traitées et qu'une autre était toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à l'EMI, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN) ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0014, paragraphe 1 NÉCESSITÉ DE PRÉSENTER UNE IMAGE FIDÈLE DE LA CONVERSION DE CRÉDITS ANNULABLES EN CONTRIBUTIONS ANTICIPÉES Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à l'EMI de faire en sorte que si, à l'avenir, les pays décident de convertir directement des crédits annulables en contributions anticipées, les notes jointes aux états financiers donnent des informations pertinentes et suffisantes au sujet des comptes (sommes à payer et produits constatés d'avance par exemple) sur lesquels se répercute cette décision.	L'IBAN a constaté que la qualité des informations fournies dans les notes jointes aux états financiers de 2021 s'était améliorée par rapport à celles qui avaient été mentionnées dans les notes jointes aux états financiers de 2020. En effet, l'EMI a fourni, dans les notes relatives aux montants à payer et aux produits constatés d'avance, des informations suffisantes sur les	Question traitée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
	crédits annulables convertis en contributions anticipées.	
(2) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0005, paragraphe 1 EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES DE L'EMI Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que l'EMI renforce ses procédures de gestion des risques afin de garantir leur efficacité conformément à l'art. 11 du NFR, et il demande par ailleurs que l'auditeur interne de l'EMI procède à une évaluation, conformément aux FRP XI (5), à des fins de contrôle et de validation.	La nouvelle politique de gestion des risques de l'EMI a été approuvée et signée par le directeur général de l'organisme le 18 juin 2020. En 2021, le Comité de gestion des risques de l'EMI s'est réuni à plusieurs reprises pour examiner le registre des risques, qui a ensuite été soumis à l'approbation du Comité de gestion exécutif. En décembre 2021, l'auditeur interne de la NCIA a publié un rapport intitulé « Suivi de la mission d'audit interne sur la gestion des risques relative au groupe de budgets de l'EMI ». Globalement, l'entité a pris d'importantes mesures pour donner suite aux observations en suspens qui avaient trait à la gestion des risques (p. ex. : elle a mis à jour sa politique de gestion des risques et a établi un registre des risques). Cependant, il est possible de faire mieux dans certains domaines, comme les risques propres à l'entité ou le registre des risques. En 2022, l'EMI a organisé une formation sur les principes de base de la gestion des risques à l'intention de ses personnels clés. Dans le cadre de ses prochains audits, l'IBAN s'assurera que l'EMI a bien mis en œuvre les mesures d'amélioration propres à accroître l'efficacité de sa politique de gestion des risques.	Question traitée .

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(3) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0005, paragraphe 2 PRÊTS TEMPORAIRES ENTRE ENTITÉS OTAN PRÉSENTANT DES ÉTATS FINANCIERS Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que l'EMI clarifie le processus de contrôle interne relatif à l'approbation et au paiement de prêts temporaires, en veillant à ce que ce processus et les conditions correspondantes du prêt soient intégrés dans une procédure écrite approuvée par le directeur général de l'EMI.	L'EMI a modifié les instructions permanentes relatives aux questions budgétaires et financières (IMSSOP-8). Approuvée et signée par le directeur général de l'organisme le 4 janvier 2021, entrée en vigueur le 15 janvier 2021, la version révisée de ces instructions clarifie la procédure à suivre s'agissant des transferts temporaires de crédits au sein du groupe de budgets de l'EMI.	Question traitée .
(4) Exercice 2017 IBA-AR(2018)0005, paragraphe 1 NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DU CONTRÔLE INTERNE, DE LA GESTION DES RISQUES ET DE L'AUDIT INTERNE Recommandation de l'IBAN a) Élaborer une politique de gestion des risques, notamment du risque financier, qui soit applicable à toute l'entité. b) Consigner par écrit les procédures de contrôle interne et de gestion des risques en place pour les principaux processus opérationnels de l'EMI et évaluer la conformité avec le cadre de contrôle interne choisi.	a) Question traitée. Voir IBA-AR(2019)0008. b) Le Bureau du contrôleur des finances de l'EMI a publié un cadre de contrôle interne, qui a été approuvé officiellement par le directeur général de l'organisme le 14 janvier 2021. L'EMI estime que les procédures internes actuellement en vigueur rendent compte adéquatement des principaux processus en place. Cependant, comme elles ne mettent pas nécessairement en évidence les risques contre lesquels elles visent à se prémunir ni les contrôles internes correspondants, il se pourrait qu'elles doivent être revues et	Question en cours de traitement .

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
c) Améliorer la communication des informations dans la déclaration sur le contrôle interne afin d'en assurer la conformité avec les FRP XII. d) Effectuer un audit interne, en recourant à l'externalisation si cette option est jugée plus appropriée, aux fins d'une évaluation complète de l'efficacité du système de contrôle interne et de gestion des risques dans l'ensemble de l'entité.	mises à jour par l'administrateur qui sera chargé du contrôle interne (nouveau poste qui devrait être pourvu fin 2022 ou début 2023). En 2021, l'auditeur interne a procédé officiellement à une autoévaluation de la maturité du contrôle interne à l'EMI. Un seul risque a été signalé (faiblesses dans le système financier devant permettre la continuité des activités), et des possibilités d'amélioration ont été recensées dans plusieurs domaines. Question en cours de traitement. c) Question traitée. Voir IBA-AR(2019)0008. d) L'auditeur interne a procédé à une évaluation complète de l'efficacité de la gestion des risques au sein de l'EMI. En 2021, il a refait le point sur la gestion des risques et constaté que celle-ci s'était améliorée à plusieurs égards : mise à jour de la politique de gestion des risques, création d'un registre des risques, etc. À l'issue de l'autoévaluation officielle à laquelle il a procédé en 2021, l'auditeur interne est arrivé à la conclusion qu'il fallait réexaminer le système de contrôle interne pour en identifier les possibilités d'amélioration et établir un ordre de priorité entre celles-ci. Ce réexamen pourrait être effectué par l'administrateur chargé du contrôle interne dont le recrutement est en cours. Question en cours de traitement.	

**COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI) SUR
LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES
AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)**

Commentaires officiels de l'EMI

Nous notons avec satisfaction que l'IBAN a émis des opinions sans réserve. Nous n'avons pas de commentaire officiel ou factuel à formuler. Nous souscrivons à l'évaluation que l'IBAN a faite de l'état des différentes questions ayant fait l'objet d'observations à la suite des audits précédents, et nous nous attachons à appliquer les recommandations qui n'ont pas encore été mises en œuvre.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit en cas d'opinion avec réserve :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-A(2022)0109
24 août 2022

À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Commandant du Collège de défense de l'OTAN
Contrôleur des finances de l'État-major militaire international
Chef de la Branche Budget et finances du Collège de défense de l'OTAN
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers du Collège de défense de l'OTAN (NDC) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 – IBA-AR(2022)0018***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers du NDC ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2021.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
1110 Bruxelles
Belgique
E-mail : mailbox.IBAN@hq.nato.int

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers
du Collège de défense de l'OTAN (NDC)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2021**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers du Collège de défense de l'OTAN (NDC), qui est chargé d'organiser des stages et d'autres programmes conçus pour préparer des officiers et des responsables appelés à servir à des postes importants à l'OTAN ou en rapport avec l'OTAN, et pour faire connaître les initiatives et les intérêts de l'OTAN. Le montant total des dépenses du NDC pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 10,8 millions d'euros (MEUR).

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation. Il a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que trois questions avaient été traitées et deux autres étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis au NDC, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

24 août 2022

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN

(NDC)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2023)0010 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Audit des états financiers**Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers du Collège de défense de l'OTAN (NDC) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021. Diffusés sous la cote IMSTAM(FC)-0008-2022 et soumis à l'IBAN le 31 mars 2022, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière du NDC au 31 décembre 2021 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers du NDC sont établis en application

des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;
- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation

considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;

- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 24 août 2022



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation.

L'IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que trois questions avaient été traitées et deux autres étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis au NDC, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0015, paragraphe 1 NÉCESSITÉ DE LIMITER LE RECOURS AUX ESPÈCES Recommandations de l'IBAN Compte tenu du nombre élevé de paiements que le NDC effectue en espèces, l'IBAN recommande à ce dernier d'assurer une saine gestion financière de ses liquidités et d'atténuer le risque d'erreur et de fraude en réduisant le nombre de paiements effectués en espèces pour défrayer les participants aux stages et en recourant à d'autres modes de paiement (cartes de crédit prépayées ou chèques).	En 2021, le NDC a pris des mesures visant à limiter autant que possible le recours aux espèces : tous les paiements se font désormais par virement bancaire ou par voie électronique. De manière générale, les sommes que le NDC a versées pour défrayer les participants à ses stages l'ont été sur le compte bancaire de l'intéressé(e), sur le compte bancaire de l'institution représentée ou sur une carte bancaire rechargeable. Le nombre de paiements en	Question traitée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
	espèces a donc été considérablement réduit en 2021.	
(2) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0015, paragraphe 2 NÉCESSITÉ DE FOURNIR UNE INFORMATION FINANCIÈRE ET BUDGÉTAIRE COMPLÈTE Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande au NDC de faire en sorte que, si les pays décident à nouveau de convertir directement des crédits annulables en contributions anticipées, les notes jointes aux états financiers donnent toutes les informations voulues au sujet des comptes sur lesquels cette décision aura des répercussions (sommes à payer, produits constatés d'avance ou avances par exemple).	L'IBAN a constaté que la qualité des informations fournies dans les notes jointes aux états financiers de 2021 s'était améliorée par rapport à celles qui avaient été mentionnées dans les notes jointes aux états financiers de 2020. En effet, le NDC a fourni, dans les notes relatives aux montants à payer ainsi qu'aux produits constatés d'avance et aux avances, des informations suffisantes sur les crédits annulables convertis en contributions anticipées.	Question traitée.
(3) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0006, paragraphe 1 EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES DU NDC Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande au NDC de renforcer ses procédures de gestion des risques afin de garantir leur efficacité dans le respect de l'article 11 du NFR, et de demander ensuite à son auditeur interne d'évaluer ces procédures à des fins de contrôle et de validation, comme le prévoient les FRP XI (5).	L'IBAN prend note des progrès accomplis par le NDC dans le domaine de la gestion des risques, en particulier la mise à jour de la politique de gestion des risques, du registre des risques (mis à jour à la mi-2021) et des critères d'évaluation des risques. En décembre 2021, l'auditeur interne a publié un rapport intitulé « Suivi de la mission d'audit interne sur la gestion des risques relative au groupe de budgets de l'EMI ». Dans l'ensemble, le NDC doit encore apporter des améliorations	Question en cours de traitement.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
	pour pouvoir mettre pleinement en œuvre la politique de gestion des risques (s'agissant notamment des propriétaires des risques, des risques/mesures d'atténuation, etc.). Le NDC organisera des formations à l'intention des principales parties prenantes une fois que le dispositif de gouvernance final pour la gestion des risques aura été pleinement mis en place.	
(4) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0006, paragraphe 2 PRÊTS TEMPORAIRES ENTRE ENTITÉS OTAN PRÉSENTANT DES ÉTATS FINANCIERS Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande au NDC de clarifier les processus de contrôle interne relatifs à la demande, à la réception et au remboursement de prêts temporaires, en veillant à ce que ces processus et les conditions correspondantes soient présentés dans une procédure écrite approuvée par le commandant du NDC.	Le NDC a mis à jour ses instructions permanentes pour faire en sorte que les prêts entre entités présentant des états financiers soient autorisés par son commandant. Le 4 mars 2021, ce dernier a approuvé la procédure à suivre pour les transferts temporaires de crédits. Par ailleurs, l'État-major militaire international (EMI) a modifié les instructions permanentes relatives aux questions budgétaires et financières (IMSSOP-8). Approuvée et signée par le directeur général de l'organisme le 4 janvier 2021, et entrée en vigueur le 15 janvier 2021, la version révisée de ces instructions clarifie la procédure à suivre s'agissant des transferts temporaires de crédits au sein du groupe de budgets de l'EMI.	Question traitée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(5) Exercice 2017 IBA-AR(2018)0006, paragraphe 1 NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DU CONTRÔLE INTERNE, DE LA GESTION DES RISQUES ET DE L'AUDIT INTERNE Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande au NDC de consigner par écrit les procédures de contrôle interne et de gestion des risques en place pour les principaux processus opérationnels et d'évaluer la conformité avec le cadre de contrôle interne choisi.	L'IBAN note que le NDC a renforcé ses politiques de contrôle interne. Le NDC a par ailleurs adopté le cadre COSO pour le contrôle interne. Les processus, procédures et outils que le NDC utilise pour mettre en œuvre son cadre de contrôle interne sont décrits dans l'annexe A des instructions permanentes 114. Le NDC procède actuellement à un examen complet de ses procédures internes afin de faire en sorte que la séparation des tâches soit garantie et que les responsabilités soient définies clairement, dans le respect du cadre COSO et des normes OTAN. En 2022, l'EMI a approuvé la création de deux postes, l'un pour l'audit interne et l'autre pour le contrôle interne, l'objectif étant que les titulaires de ces postes s'occupent de toutes les entités faisant partie du groupe de budgets de l'EMI. Le processus de recrutement de l'administrateur chargé du contrôle interne a déjà commencé. Il est prévu que, lorsque cette personne sera en poste, les évaluations annuelles des procédures de contrôle interne seront réalisées au niveau du groupe de budgets de l'EMI. En attendant, le NDC continue de recourir aux services de l'auditeur interne de la NCIA.	Question en cours de traitement.

COMMENTAIRES OFFICIELS DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN (NDC) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)

Le NDC n'a pas fait de commentaires officiels sur le rapport ni sur les observations antérieures.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

26 août 2022

IBA-A(2022)0100

À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Conseiller scientifique de l'OTAN et président du Comité pour la science et la technologie
Président du sous-groupe Finances et Audit de l'Organisation pour la science et la technologie
Directrice du Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes
Directeur du Bureau de soutien à la collaboration
Contrôleur des finances de l'État-major militaire international/l'Organisation pour la science et la technologie
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'Organisation pour la science et la technologie (STO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 – IBA AR(2022)0022***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport approuvé par l'IBAN ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2021 de la STO ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte
du Collège international
des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur l'audit des états financiers
de l'Organisation pour la science et la technologie (STO)**

pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation pour la science et la technologie (STO), entité OTAN présentant des états financiers créée le 1^{er} juillet 2012. La STO a pour mission de contribuer à ce que les investissements réalisés par les pays et par l'OTAN dans le domaine de la science et de la technologie jouent le rôle de catalyseurs stratégiques des savoirs et de l'avantage technologique pour la posture de défense et de sécurité des pays membres et des pays partenaires de l'OTAN.

La STO comporte trois organes exécutifs : le Bureau du conseiller scientifique (OCS), implanté à Bruxelles (Belgique) et placé sous l'autorité du conseiller scientifique, le Bureau de soutien à la collaboration (CSO), implanté à Neuilly-sur-Seine (France) et placé sous l'autorité de son directeur, et le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (CMRE), implanté à La Spezia (Italie) et placé sous l'autorité de son directeur.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2021 de la STO ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

L'IBAN a formulé trois observations, assorties de recommandations.

Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité d'inscrire à l'actif les coûts d'entretien des navires.
2. Nécessité de renforcer la procédure sous-tendant l'établissement de la note relative aux parties liées jointe aux états financiers de la STO.
3. Nécessité de faire en sorte que les transferts intrabudgétaires effectués par le CSO dans le cadre du report spécial de crédits non engagés aient été préalablement autorisés.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que trois questions étaient toujours en cours de traitement et que trois autres avaient été traitées.

Le rapport d'audit a été transmis à la STO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de la STO. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la STO et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE
(STO)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021**

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2023)0010 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Audit des états financiers

Opinion sur les états financiers

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation pour la science et la technologie (STO) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021. Diffusés sous la cote STO-OCS(2022)0031 et soumis à l'IBAN le 31 mars 2022, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la STO au 31 décembre 2021 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la STO sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une

inexactitude significative relevant d'une erreur car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité**Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le Comité pour la science et la technologie, présidé par le conseiller scientifique, est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 26 août 2022



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé trois observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité d'inscrire à l'actif les coûts d'entretien des navires.
2. Nécessité de renforcer la procédure sous-tendant l'établissement de la note relative aux parties liées jointe aux états financiers de la STO.
3. Nécessité de faire en sorte que les transferts intrabudgétaires effectués par le CSO dans le cadre du report spécial de crédits non engagés aient été préalablement autorisés.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que trois questions étaient toujours en cours de traitement et que trois autres avaient été traitées.

Le rapport d'audit a été transmis à la STO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de la STO. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le présent rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la STO et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

1. NÉCESSITÉ D'INSCRIRE À L'ACTIF LES COÛTS D'ENTRETIEN DES NAVIRES

Contexte

1.1 L'Organisation maritime internationale est l'autorité de référence pour tout ce qui a trait à l'obligation d'entretien des navires et aux normes à respecter à cet égard. Seul un navire auquel une cote est assignée dans le registre des navires peut être immatriculé et couvert par une assurance maritime. Le certificat correspondant peut devoir être produit pour que le navire soit autorisé à entrer dans certains ports ou à emprunter certaines voies navigables. La société de classification a pour mission de délivrer un certificat de navigabilité, attestant que le navire a été construit conformément aux normes en vigueur, et d'effectuer régulièrement des visites en service pour s'assurer que ces normes demeurent respectées. Le propriétaire doit se conformer aux exigences d'inspection s'il veut que son certificat soit renouvelé car c'est la condition sine qua non pour conserver son assurance et rester autorisé à exploiter son navire dans le monde entier.

1.2 Le CMRE exerce le plein contrôle opérationnel sur deux navires de recherche appartenant à l'OTAN : le navire de recherche de l'OTAN (NRV) Alliance et le navire de

recherche côtière (CRV) Leonardo. Les deux navires sont assurés moyennant le paiement d'une prime annuelle de 0,75 million d'euros (MEUR). Selon la règle 33 (*Classification et certification réglementaire du navire*) du règlement du *Shipowner's Club* (association d'assureurs protection et indemnisation), à laquelle la STO a souscrit, « le navire assuré doit être coté auprès d'une société de classification approuvée par les responsables du Club et le rester pendant toute la période de son inscription ».

1.3 Les deux navires se sont vu attribuer la cote « Service spécial / Navire de recherche - navigation non restreinte ». Le certificat de classification a été délivré par la société RINA (*Registro Italiano Navale*). Les deux navires se sont vu assigner une cote similaire de navigation non restreinte par la société de classification ABS (*American Bureau of Shipping*). Le NRV Alliance est en outre habilité à opérer dans les zones couvertes de glace. Les dispositions de l'ABS régissant les inspections postérieures à la construction du navire (chapitre 2, section 1), ainsi que les dispositions de la RINA régissant la classification du navire (articles 4 et 7) prévoient en particulier ce qui suit :

- a) la première inspection de renouvellement de la classification doit être effectuée dans un délai de cinq ans à compter de la date de l'inspection de classification initiale; les inspections suivantes devront avoir lieu tous les cinq ans ;
- b) s'agissant des inspections en cale sèche, la carène du navire et les éléments qui s'y rattachent doivent faire l'objet d'au moins deux inspections au cours de la période de validité de la classification (cinq ans) ; l'une de ces inspections doit être effectuée en même temps que l'inspection périodique spéciale ; dans tous les cas, il ne peut s'écouler plus de 36 mois entre deux inspections de ce type ;
- c) l'inspection de la carène du navire et des éléments qui s'y rattachent doit normalement être réalisée lorsque le navire est en cale sèche ; on peut toutefois envisager, à certaines conditions, de remplacer l'inspection en cale sèche par une inspection sous-marine pendant que le navire est à flot.

1.4 Les navires du CMRE font donc l'objet, par période de cinq ans, d'un entretien majeur en cale sèche et d'un entretien mineur en bassin à flot, ce qui implique un passage de plusieurs semaines en chantier naval. Pour que la visite de classification soit concluante, les navires doivent faire l'objet d'une inspection approfondie et les défauts doivent être corrigés sur la base des exigences de certification. Le coût total des inspections sur un cycle de cinq ans est estimé à 2,2 MEUR pour le NRV Alliance et à au moins 0,35 MEUR pour le CRV Leonardo. Le dernier grand entretien du NRV Alliance a eu lieu en 2018 (1,46 MEUR), et le prochain entretien est prévu pour 2023 (estimé à 1,5 MEUR).

1.5 L'IPSAS 17, telle qu'elle figure dans le cadre comptable OTAN, dispose ce qui suit (paragraphe 23) : « Une entité ne comptabilise pas dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle les coûts d'entretien courant de l'immobilisation. Ces coûts sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit lorsqu'ils sont encourus. Les coûts d'entretien courant sont essentiellement les coûts de la main-d'œuvre et des consommables, et peuvent inclure le coût de petites pièces. L'objet de ces dépenses est souvent intitulé

"réparations et maintenance" de l'immobilisation corporelle. » Par entretien courant on entend les activités récurrentes de réparation et de maintenance, telles que le remplacement de petites pièces et de consommables, nécessaires pour garantir que le potentiel de service restant ne soit pas compromis.

1.6 L'IPSAS 17 (paragraphe 25) dispose également que « l'une des conditions pour pouvoir continuer d'exploiter une immobilisation corporelle peut être de réaliser régulièrement des inspections majeures destinées à détecter d'éventuelles défaillances, avec ou sans remplacement de pièces. Lorsqu'une inspection majeure est réalisée, son coût est comptabilisé dans la valeur comptable de l'immobilisation corporelle à titre de remplacement, si les critères de comptabilisation sont remplis. Toute valeur comptable résiduelle du coût de la précédente inspection (distincte des pièces physiques) est décomptabilisée. » Les inspections majeures font partie des exigences à satisfaire pour le maintien du certificat de classification et doivent donc obligatoirement être effectuées pour que les navires puissent continuer d'être exploités. Si les inspections n'ont pas lieu dans les délais prévus, le certificat de classification du navire est suspendu, ce qui invalide l'assurance. Le cadre comptable OTAN ne prévoit aucune adaptation de cette disposition de l'IPSAS 17.

Constatations

1.7 L'IBAN a constaté que les coûts des entretiens majeurs et des entretiens mineurs effectués en vue de l'obtention du certificat de classification des navires sont comptabilisés et présentés en tant que charges d'entretien courant dans l'état de la performance financière et non en tant qu'immobilisations corporelles dans l'état de la situation financière.

1.8 Les inspections de ce type et la correction des défauts ne peuvent être assimilées à l'entretien courant étant donné que la possibilité pour le CMRE d'exploiter le NRV Alliance et le CRV Leonardo dépend de leur bonne exécution. Elles conditionnent l'obtention du certificat de classification dont ont besoin l'assureur et l'Organisation maritime internationale pour autoriser l'exploitation du navire. Par conséquent, les coûts des entretiens à effectuer en vue de l'obtention du certificat de classification des navires doivent être comptabilisés et présentés en tant qu'immobilisations corporelles, ainsi que le prévoient les dispositions de l'IPSAS 17.

1.9 Sur la base des informations financières et opérationnelles relatives aux inspections de classification fournies par le CMRE, l'IBAN estime que les actifs nets du CMRE ont été sous-évalués d'au moins 0,65 MEUR (s'agissant uniquement des coûts des entretiens majeurs). Le CMRE doit procéder à une évaluation afin de déterminer si les coûts des entretiens mineurs doivent également être inscrits à l'actif en application de l'IPSAS 17. Il résulte de ce qui précède que les montants des actifs nets d'ouverture et de clôture présentés dans les états financiers 2021 de la STO sont inexacts.

Recommandations

1.10 L'IBAN recommande au CMRE :

- a) de comptabiliser les coûts des inspections effectuées en vue de l'obtention du certificat de classification en tant qu'immobilisations corporelles dans l'état de la situation financière de la STO, et non plus en tant que des charges dans l'état de la performance financière de la STO ;
- b) de veiller à ce que, dans les états financiers de la STO, les dépenses liées aux inspections précédemment effectuées en vue de l'obtention du certificat de classification soient comptabilisées et présentées, avec effet rétroactif, en tant qu'immobilisations corporelles, comme le prévoit le cadre comptable OTAN ;
- c) d'amortir les coûts liés aux inspections réalisées en vue de l'obtention du certificat de classification en considérant que la période d'amortissement correspond à la période comprise entre deux inspections, conformément au cadre comptable OTAN ;
- d) de procéder à une évaluation afin de déterminer si les coûts des entretiens mineurs doivent être inscrits à l'actif en application de l'IPSAS 17 ;
- e) d'élaborer une méthode pour la comptabilisation des coûts des inspections effectuées en vue de l'obtention des certificats de classification qui soit conforme aux dispositions du cadre comptable OTAN et de l'IPSAS 17, en tenant compte des modifications susmentionnées.

2. NÉCESSITÉ DE RENFORCER LA PROCÉDURE SOUS-TENDANT L'ÉTABLISSEMENT DE LA NOTE RELATIVE AUX PARTIES LIÉES JOINTE AUX ÉTATS FINANCIERS DE LA STO

Contexte

2.1 L'IPSAS 20, qui fait partie du cadre comptable OTAN, exige « la fourniture d'informations sur l'existence de relations avec des parties liées, lorsqu'il y a une situation de contrôle, et la fourniture d'informations sur les opérations entre l'entité et ses parties liées, dans certaines circonstances. Cette information est nécessaire à des fins de reddition de comptes et pour faciliter la bonne compréhension de la situation financière et de la performance financière de l'entité présentant les états financiers. »

2.2 Ces informations doivent être transmises par les « parties qui contrôlent ou exercent une influence notable sur l'entité présentant les états financiers », à savoir les parties qui ont « le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques ». « Une influence notable peut être exercée de plusieurs manières, généralement par une représentation au conseil d'administration ou à un organe de direction équivalent. »

2.3 Par ailleurs, « lorsqu'une entité est soumise à la tutelle d'un représentant élu ou désigné de l'organe de direction de l'autorité publique à laquelle l'entité appartient, cette personne est incluse dans les principaux dirigeants si la fonction de tutelle comprend

l'autorité et la responsabilité de l'organisation, de la direction et du contrôle des activités de l'entité ».

2.4 Pour pouvoir répertorier les parties liées et les opérations entre parties liées, l'entité présentant les états financiers doit interroger tous ceux qui sont considérés comme ses principaux dirigeants, au nombre desquels figurent, d'après le cadre comptable OTAN, les membres des organes directeurs, et constituer une piste d'audit adéquate à l'appui des informations présentées dans les états financiers.

2.5 En l'absence d'éléments formels de ce type, les auditeurs externes ne sont pas en mesure de certifier, premièrement, que les déclarations faites par la direction en application du cadre comptable OTAN (IPSAS 20) sont fidèles et exactes et, deuxièmement, que les activités de contrôle interne permettent de détecter les opérations entre parties liées.

2.6 À cet égard, comme le prévoit l'article 6 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers conformément au cadre comptable OTAN.

2.7 Par ailleurs, aux termes de l'article 12.3 du NFR, « les activités de contrôle interne portent notamment sur la constitution de pistes d'audit adéquates ainsi que [sur] le maintien de la confidentialité, de l'intégrité et de la disponibilité des données dans les systèmes d'information ».

Constatations

2.8 Il est indiqué dans la note 17 (« Parties liées ») jointe aux états financiers 2021 de la STO que « ni les principaux dirigeants de la STO ni les représentants nationaux auprès du STB n'entretiennent, à leur connaissance, des relations avec des parties liées qui soient susceptibles d'avoir une incidence sur les activités de la STO. Cependant, le contrôleur des finances de la STO est également le contrôleur des finances de l'État-major militaire international (EMI) et du Collège de défense de l'OTAN (NDC). La STO, l'EMI et le NDC sont dès lors des parties liées ». Les principaux dirigeants de la STO signent une déclaration concernant les parties liées lorsqu'ils sont nommés ou lorsqu'ils changent de poste. Ils ne sont toutefois pas invités à signer une telle déclaration chaque année, ce qui fait que l'exactitude des informations financières communiquées ne peut pas être garantie et l'existence d'une piste d'audit ne peut pas être démontrée.

2.9 L'existence de déclarations annuelles fournit une assurance minimale quant au fait que l'entité a prévu, dans son système de contrôle interne, une procédure lui permettant de s'assurer de l'absence de conflits d'intérêts et qu'elle est en mesure de détecter les cas dans lesquels des relations avec des parties liées sont susceptibles d'avoir une incidence sur son activité. L'établissement d'une telle déclaration est une formalité qui doit être renouvelée tous les ans par chacun des principaux dirigeants et qui ne doit pas être confondue avec, par exemple, l'adhésion au code de conduite général de l'OTAN, qui découle de la signature du contrat de travail.

2.10 Par ailleurs, ainsi que le prévoit le cadre comptable OTAN (IPSAS 20), cette obligation incombe aussi aux membres du Comité pour la science et la technologie (STB) dès lors qu'ils ont le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, indépendamment de l'ampleur du contrôle qu'ils exercent sur les activités courantes et du cadre réglementaire dans lequel chacun d'eux a été nommé.

Recommandations

2.11 L'IBAN recommande à la STO de renforcer la procédure qui lui permet de recenser les opérations entre parties liées et de s'assurer de l'absence de conflits d'intérêts. Afin de constituer une piste d'audit propre à étayer adéquatement les notes jointes aux états financiers de la STO, les principaux dirigeants, y compris les membres du STB, devraient confirmer chaque année les déclarations signées précédemment concernant les relations ou les opérations avec des parties liées qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'activité de l'entité.

3. NÉCESSITÉ DE FAIRE EN SORTE QUE LES TRANSFERTS INTRABUDGÉTAIRES EFFECTUÉS PAR LE CSO DANS LE CADRE DU REPORT SPÉCIAL DE CRÉDITS NON ENGAGÉS AIENT ÉTÉ PRÉALABLEMENT AUTORISÉS

Contexte

3.1 Aux termes de l'article 26.1 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), « il ne peut être effectué de transferts d'autorisations sans l'accord préalable, d'ordre général ou spécifique, du comité financier compétent ou, s'il s'est vu déléguer les pouvoirs à cet effet, du contrôleur des finances ».

3.2 En ce qui concerne les transferts intrabudgétaires, la FRP XXVI, alinéa 4, prévoit ce qui suit : « Le contrôleur des finances peut autoriser, à l'intérieur du budget dont il a la charge et de celui de tout organisme OTAN placé sous son autorité fonctionnelle, des transferts d'autorisations entre articles d'un chapitre et entre chapitres, à la condition suivante : [...] le total des transferts intrabudgétaires ne dépasse pas 25 % de la dotation du chapitre cible, ou 25 % de la dotation du chapitre source, ou un montant équivalent au niveau E des LFE (800 000 EUR), selon celui de ces trois montants qui est le moins élevé. »

3.3 Aux termes de l'article 25.6 du NFR, « le comité financier compétent, s'il y est habilité par l'organe directeur concerné, peut, avant le 31 décembre, accepter un report spécial d'autorisations non engagées qui sont destinées à une fin bien précise s'il reçoit une demande dûment motivée à cet effet avant le 1^{er} décembre ».

3.4 Selon la procédure financière de la STO intitulée « Cycle budgétaire pour l'OCS et le CSO » (alinéa 2.4), « la production des rapports sur l'exécution du budget est la concrétisation du processus formel d'ajustement budgétaire en cours d'exercice prescrit par le Comité des budgets. Ces rapports servent à revoir à la hausse ou à la baisse les estimations de coût initiales pour les besoins approuvés si ceux-ci ne peuvent être satisfaits dans la limite des pouvoirs délégués au contrôleur des finances en matière de transferts.

[...] Le Comité des budgets fixe les échéances à respecter pour la présentation de ces rapports. »

Constatations

3.5 L'IBAN a constaté que le CSO avait effectué des transferts intrabudgétaires des chapitres 1 et 2 vers le chapitre 3 pour un montant total de 143 363 EUR. Ainsi, le CSO a notamment transféré des crédits d'un montant de 120 000 EUR, dont le report spécial avait été autorisé en décembre 2021 par le Comité des budgets conformément à l'article 25.6 du NFR. La STO a considéré qu'en approuvant ce report spécial, le Comité des budgets avait approuvé implicitement les transferts intrabudgétaires correspondants. Cependant, inclure dans le transfert les crédits ayant fait l'objet du report spécial sortait du cadre des pouvoirs délégués au contrôleur des finances.

3.6 Sachant que les reports spéciaux et les transferts intrabudgétaires sont soumis à des règles différentes, l'IBAN considère que l'approbation par le Comité des budgets des reports spéciaux ne vaut que pour un chapitre budgétaire donné, qu'elle ne couvre pas implicitement les éventuels transferts intrabudgétaires effectués pour constituer le montant à reporter et que ces transferts ne relèvent donc pas des pouvoirs qui ont été délégués au contrôleur des finances. Par conséquent, lorsqu'il sollicite un report spécial de crédits provenant de différents chapitres budgétaires, le CSO doit veiller à se conformer aux dispositions du NFR et des FRP et, partant, demander explicitement l'autorisation de procéder à un transfert intrabudgétaire, en respectant les limites prévues dans la FRP XXVI, alinéa 4.

Recommandations

3.7 L'IBAN recommande au CSO de veiller, lorsqu'il demande au Comité des budgets d'autoriser un report spécial, à solliciter aussi l'approbation des transferts intrabudgétaires correspondants, en indiquant les chapitres budgétaires d'origine et de destination.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0020, paragraphe 1 NÉCESSITÉ DE PRÉSENTER UNE IMAGE FIDÈLE DE LA CONVERSION DE CRÉDITS ANNULABLES EN CONTRIBUTIONS ANTICIPÉES Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la STO de faire en sorte que, si les pays décident à nouveau de convertir directement des crédits annulables en contributions anticipées, les notes jointes aux états financiers donnent toutes les informations voulues au sujet des comptes sur lesquels cette décision aura des répercussions (sommes à payer et produits constatés d'avance par exemple).	L'IBAN a constaté que la qualité des informations fournies dans les notes jointes aux états financiers de 2021 s'était améliorée. En effet, la STO a fourni, dans la note 8 (<i>Avances</i>) et dans la note 9 (<i>Autres dettes à court terme</i>), des informations suffisantes sur les crédits annulables convertis en contributions anticipées.	Question traitée.
(2) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0020, paragraphe 2 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LE PROCESSUS DE CONTRÔLE INTERNE RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS ET DE L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la STO de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers, et en particulier de veiller à ce que les processus d'établissement, d'examen et de présentation des états financiers, y compris de l'état de l'exécution du budget et du tableau des flux de trésorerie, soient pleinement documentés et mis en œuvre.	L'IBAN a constaté que des vérifications internes avaient permis d'améliorer les processus et les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers de la STO. Il n'a pas relevé d'inexactitude significative au cours de son audit des états financiers 2021 de la STO.	Question traitée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(3) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0010, paragraphe 1 COMPTABILISATION DES NAVIRES DE LA STO À LEUR JUSTE VALEUR Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la STO d'améliorer la fiabilité des informations présentées dans ses états financiers. À cet effet, la STO devrait : a. veiller à ce que les navires qu'elle contrôle soient comptabilisés à leur juste valeur comme des immobilisations corporelles dans ses états financiers, ainsi que le prévoit l'IPSAS 1 ; b. corriger l'erreur relevée dans la note 4 jointe aux états financiers, qui concerne la garde des navires, et communiquer des informations supplémentaires sur la propriété des navires ainsi que sur les	a. Le 25 juin 2021, les membres du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) ont approuvé le rapport du Comité des budgets du 16 juin 2021 (BC-D(2021)0077) et sont convenus de recommander au Conseil de prendre note du rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2019 de la STO (AC/335-D(2021)0009-AS 1). On peut lire ce qui suit dans le BC-D(2021)0077 : « Le Comité des budgets estime qu'il serait utile d'étoffer les informations relatives aux navires qui sont présentées dans les états financiers et propose ainsi que la STO – même si elle respecte le NAF – accroisse la fiabilité de ces informations en mentionnant dans ses notes les navires qu'elle contrôle. De plus, afin de donner une image fidèle et exacte de la situation, la STO devrait, tout en appliquant le NAF, améliorer les informations présentées dans les notes en précisant à qui appartiennent les navires et en mentionnant les obligations et les responsabilités financières correspondantes. Le Comité des budgets propose que la STO continue de porter à l'actif les coûts liés à la transformation et à la modernisation des navires. » La qualité des informations fournies par la STO dans les notes jointes aux états financiers de 2021 s'est améliorée. Cela dit, la STO n'a pas encore mentionné dans ses notes la valeur des navires qu'elle contrôle, comme le demandait pourtant le Comité des budgets, afin de donner une image fidèle et exacte de la situation. Question en cours de traitement. Dans l'IBA-AR(2021)0020, l'IBAN a considéré que cette question avait été traitée.	Question en cours de traitement.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
obligations et les responsabilités financières qui en découlent ; c. revoir le traitement comptable et la présentation des coûts d'entretien et de démantèlement des navires dans les états financiers, dans le respect de l'IPSAS 17.	c. Le CMRE vient seulement de commencer à travailler sur une note visant à revoir le traitement comptable et la présentation des coûts d'entretien des navires dans les états financiers, dans le respect de l'IPSAS 17. Question « traitée » car rendue caduque par l'observation 1 formulée pour l'exercice 2021.	
(4) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0010, paragraphe 3 PRÊTS TEMPORAIRES ENTRE ENTITÉS OTAN PRÉSENTANT DES ÉTATS FINANCIERS Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la STO de clarifier les processus de contrôle interne relatifs à la demande, à la réception et au remboursement de prêts temporaires pour le CSO, en veillant à ce que ces processus et les conditions correspondantes soient présentés dans une procédure écrite approuvée par le directeur du CSO.	Le directeur du CSO a approuvé une procédure écrite relative aux transferts temporaires de crédits. Les procédures financières de la STO ont été actualisées, mais elles doivent encore être examinées par le CMRE. La version révisée des procédures financières de la STO devra ensuite être examinée et approuvée par le sous-groupe Finances et Audit, ce qui devrait être chose faite à l'automne 2022.	Question traitée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(5) Exercice 2017 IBA-AR(2018)0017, paragraphe 4 NÉCESSITÉ D'APPORTER DE NOUVELLES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DE LA GESTION DES RISQUES, DU CONTRÔLE INTERNE ET DE L'AUDIT INTERNE Recommandations de l'IBAN La STO devrait mener à bien son travail d'évaluation et de consignation du fonctionnement du système de contrôle interne et des procédures de gestion des risques, afin de se conformer aux articles 11 et 12 du NFR, aux FRP XI et XII et au cadre de contrôle interne qu'elle aura choisi.	En décembre 2021, l'auditeur interne a publié un rapport intitulé « Suivi de la mission d'audit interne sur la gestion des risques relative au groupe de budgets de l'EMI ». Dans l'ensemble, la STO doit encore réaliser des progrès en ce qui concerne l'actualisation de l'analyse des risques, les critères d'évaluation des risques, ainsi que la politique de gestion des risques et la directive y afférente (propriétaires des risques, méthode d'évaluation). Il est prévu de développer plus avant les procédures de gestion des risques en 2022. S'agissant de la consignation des procédures de contrôle interne, les différentes entités de la STO devront se coordonner en vue d'adopter une approche cohérente aux fins de la révision et de l'actualisation des procédures en vigueur. En 2022, l'EMI a approuvé la création de deux postes, l'un pour l'audit interne et l'autre pour le contrôle interne, l'objectif étant que les titulaires de ces postes s'occupent de toutes les entités faisant partie du groupe de budgets de l'EMI. Le processus de recrutement de l'administrateur chargé du contrôle interne a déjà commencé. Il est prévu que, lorsque cette personne sera en poste, les évaluations annuelles des procédures de contrôle interne seront réalisées au niveau du groupe de budgets de l'EMI.	Question en cours de traitement.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(6) Exercice 2014 IBA-AR(2015)36, paragraphe 1.1 CMRE – NÉCESSITÉ D'ADAPTER LES PRATIQUES COMPTABLES AU STATUT D'ENTITÉ FINANCÉE PAR LE CLIENT / NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA COMPTABILITÉ DE GESTION PAR PROJET Recommandations de l'IBAN Le Collège recommande au CMRE de mettre au point une méthode lui permettant de déterminer les coûts par projet, et notamment les frais généraux imputables sur chacun d'eux. Il pourra ainsi calculer le montant du bénéfice ou de la perte propre à chaque projet et fournir à la direction des informations utiles pour la gestion de l'activité.	L'IBAN a pris note des progrès accomplis par le CMRE dans la mise au point d'une méthode visant à déterminer les coûts par projet, et notamment les frais généraux à imputer. Selon le CMRE, des améliorations sont encore nécessaires concernant l'utilisation et la qualité des données de comptabilité horaire, les liens entre la comptabilité horaire et la comptabilité par projet, et la supervision de la gestion des projets doit continuer d'être renforcée (les travaux devraient être terminés fin 2022). L'IBAN devra tester la méthode actuellement mise en œuvre par le CMRE dans le cadre de son audit des états financiers de 2022.	Question en cours de traitement.

COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)

**OBSERVATION 1 :
NÉCESSITÉ D'INSCRIRE À L'ACTIF LES COÛTS D'ENTRETIEN DES NAVIRES**

Commentaires officiels de la STO

La STO souscrit à la recommandation a). La recommandation b) sera appliquée pour les prochains exercices (et non pas rétroactivement).

La STO fera le nécessaire pour inscrire à l'actif les coûts d'entretien relatifs à l'entretien majeur en cale sèche qui aura lieu en 2023. Actuellement, il est difficile de différencier les coûts liés à l'entretien régulier de ceux liés aux visites nécessaires à l'obtention du certificat de classification. À l'avenir, les coûts seront clairement ventilés, ce qui permettra d'identifier ceux qui doivent être portés à l'actif.

La STO souscrit aux recommandations c) à e).

La méthode de comptabilisation sera actualisée de manière à ce qu'il soit tenu compte de l'obligation d'inscrire à l'actif les coûts des entretiens majeurs et mineurs et de faire apparaître les amortissements correspondants.

Position de l'IBAN

Afin de se conformer au cadre comptable OTAN, et notamment d'assurer la comparabilité nécessaire, la STO devrait veiller à ce que, dans ses états financiers, les dépenses liées aux inspections effectuées en vue de l'obtention du certificat de classification soient comptabilisées et présentées, avec effet rétroactif, en tant qu'immobilisations corporelles. L'IBAN maintient donc la recommandation b).

**OBSERVATION 2 :
NÉCESSITÉ DE RENFORCER LA PROCÉDURE SOUS-TENDANT L'ÉTABLISSEMENT DE LA NOTE RELATIVE AUX PARTIES LIÉES JOINTE AUX ÉTATS FINANCIERS DE LA STO**

Commentaires officiels de la STO

La STO ne souscrit pas entièrement à la recommandation.

La STO dispose d'une procédure permettant d'étayer les informations fournies dans la note sur les parties liées. Les membres du STB et les principaux dirigeants signent la déclaration lorsqu'ils entrent en fonction et sont priés de notifier tout changement qui surviendrait par la suite. Rien ne permet d'affirmer que l'application

de la procédure actuelle donne lieu à la communication d'informations incomplètes dans les états financiers.

Pour donner suite à la recommandation de l'IBAN sur les bonnes pratiques, la STO va revoir la procédure actuelle et rappeler périodiquement aux représentants du STB et aux principaux dirigeants qu'il leur incombe de signaler toute opération avec des parties liées ou tout conflit d'intérêts.

Position de l'IBAN

L'IBAN estime que les principaux dirigeants, y compris les membres du STB, devraient tous signer chaque année une déclaration concernant les relations ou les opérations avec des parties liées. Cette formalité est nécessaire afin que puisse être constituée une piste d'audit propre à démontrer l'exactitude des informations communiquées dans les états financiers annuels de la STO. L'IBAN maintient donc son observation et sa recommandation.

OBSERVATION 3 :

NÉCESSITÉ DE FAIRE EN SORTE QUE LES TRANSFERTS INTRABUDGÉTAIRES EFFECTUÉS PAR LE CSO DANS LE CADRE DU REPORT SPÉCIAL DE CRÉDITS NON ENGAGÉS AIENT ÉTÉ PRÉALABLEMENT AUTORISÉS

Commentaires officiels de la STO

La STO ne souscrit pas entièrement à la recommandation.

Ainsi que le prévoit l'article 26.1 du NFR, le transfert avait fait l'objet d'un accord préalable, d'ordre général, du comité financier compétent lorsque le Comité des budgets a approuvé le report spécial de crédits d'un montant de 120 000 EUR pour le remplacement du système de détection incendie.

Pour plus de transparence, la STO veillera néanmoins à mettre en évidence, lorsqu'elle demandera à l'avenir au Comité des budgets d'approuver un report spécial, les éventuels transferts budgétaires qui y sont liés.

Position de l'IBAN

Les reports spéciaux et les transferts intrabudgétaires sont soumis à des règles différentes. L'IBAN considère dès lors que l'autorisation d'un report spécial par le Comité des budgets ne couvre pas implicitement les éventuels transferts intrabudgétaires effectués pour constituer le montant à reporter. L'IBAN maintient donc son observation et sa recommandation.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.

NATO UNCLASSIFIED



International Military Staff
Etat-Major Militaire International

Brussels - Belgium



31 March 2022

IMSTAM(FC)-0007-2022

CHAIR, INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS FOR NATO (IBAN)

INTERNATIONAL MILITARY STAFF (IMS) FINANCIAL STATEMENTS 2021

1. Please find attached the 2021 International Military Staff (IMS) Financial Statements, issued in accordance with NATO Financial Regulation (NFR) Article 35.1.
2. I can confirm that, in accordance with NFR Financial Rules and Procedures (FRP) XXXV (4), the IMS can agree to public disclosure of these Financial Statements.
3. Notwithstanding the above, as stated in C-M(2012)0041, public disclosure of IBAN Audit Reports is a matter for Council decision, based upon the recommendation of the RPPB. Decisions are informed by the NATO policy on public disclosure of documents (C-M(2008)0116).
4. The IBAN Audit Report covering these Financial Statements has not been issued, but should be presented to Council no later than 31 August 2022 (NFR 15.2). As such, the IMS is not yet in a position to anticipate any potential representations that may be made to the RPPB, regarding the Audit Report.
5. The IMS therefore reserves its position on public disclosure of the eventual IBAN Audit Report.

Rui Mendes Da Silva
PRT CV
Financial Controller
International Military Staff
Science and Technology Organisation

Enclosure:

1. IMS Financial Statements FY 2021, 31 Mar 22.

Copy to: DIRECTOR NHQC3S, DIRECTOR CS, DIRECTOR NSO, EXCO, MA DGIMS, FC,
RECORDS

Originating Office: FC - DGIMS-FC

Action Officer: Ms. A. MUEFFKE Principal Administrator (Finance) to FC IMS, (4593)

Taxonomy: Organisation and Management Support (ORG) - ORG - Finance and Accounting

NATO UNCLASSIFIED

INTERNATIONAL MILITARY STAFF (IMS) FINANCIAL STATEMENTS 2021



Table of Contents

Introduction	3
Statement on Internal Control FY 2021	5
IMS Statement of Financial Position as at 31 December 2021	8
IMS Statement of Financial Performance for the year ended 31 December 2021	9
IMS Cash Flow Statement for the year ended 31 December 2021	10
IMS Statement of Changes in Net Assets for the year ended 31 December 2021	11
IMS Notes for the year ended 31 December 2021	12
1 Significant accounting policies	12
2 Cash and cash equivalents	17
3 Receivables	17
4 Prepayments	18
5 Property, plant and equipment	18
6 Intangible assets	19
7 Payables	19
8 Deferred revenue	20
9 Revenue	20
10 Personnel expenses	20
11 Contractual supplies and services	22
12 Related parties	22
13 Representation allowance	22
14 Morale and Welfare Activities	23
15 Events after reporting date	23
ANNEX 1 IMS Budget Execution Statement for the year ended 31 December 2021	24
ANNEX 2 NATO-Iraq Trust Fund Status as at 31 December 2021	26

Introduction

The International Military Staff (IMS) provides strategic and military advice and staff support to the Military Committee (MC), which advises the North Atlantic Council (NAC) on military aspects of policy, operations and transformation within the Alliance. It is responsible for preparing assessments and analysis on NATO military issues, identifying areas of strategic and operational interest, and proposing courses of action. It also ensures that the appropriate NATO military bodies implement NATO decisions and policies on military matters.

The IMS 2021 Financial Statements have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework, based on the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO and the NATO Financial Regulations (NFRs). They are presented in a commonly adopted layout. The expenses are charged over three budgets covering the IMS (Budget Code – BC 301), NATO Standardization Office (NSO) (BC 302) and Outreach (BC 501). The current status of the NATO-Iraq Trust Fund is presented in Annex 2 to the financial statements. The budgetary expenses are recorded on an accrual basis, i.e. in the period in which the goods or services are delivered. Any exception to that principle is outlined in Annex 1 to the financial statements, which provides a comparison between the Budget Execution and IPSAS.

The IMS Budget Group covers the International Military Staff, the Science and Technology Organization (STO) and the NATO Defense College (NDC) linked together for financial management purposes by one Financial Controller. The IMS, STO and NDC are therefore related parties under a common Financial Controller.

In 2021, NATO played a crucial part assisting with national and international efforts to limit the spread of the coronavirus. IMS worked alongside the IS, in giving Allies and Partners much needed support allowing them to enhance the preparedness and resilience of their national health systems, increase national inventories with modern medical equipment and save the lives of a large number of patients.

The year saw growing challenges at NATO's borders, with a more assertive Russia and a deteriorating security situation in and around Ukraine. Throughout the year, the NATO Military Committee actively engaged with our Partner Ukraine, including a special meeting of the NATO Chiefs of Defence called in December to discuss the ongoing crisis. The IMS – through its Joint Intelligence and Security Division – closely monitored the situation and provided regular situational updates to all Allies. Given Russia's aggression against Ukraine in 2022, this work continues.

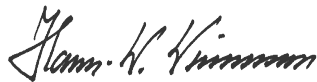
April 2021 proved to be decisive for NATO's engagement in Afghanistan, when Allies decided to conclude the Resolute Support Mission. The planned withdrawal of NATO troops from Afghanistan saw the security situation deteriorate more quickly than expected. Emergency procedures were set up to expedite the recall of all troops and Allied personnel and to help evacuate as many NATO-affiliated Afghans as possible. With the support of the IMS and SHAPE, refugees were accommodated at military facilities in KFOR and Allied Air Command during the process of their re-location to Allied Nations.

The IMS C3 Programme of Work enabled the development and maintenance of crucial policies, directives and standards, which realized the Alliance C3 Strategy in the areas of information management, data management (including metadata), communications, spectrum and identification and navigation as well as active participation in supporting various activities within the respective elements of the C3 Board substructure core services.

The Office of the Chief Information Officer (OCIO) reached Initial Operating Capability in 2021 and delivered against Allies' expectations. The OCIO continues to grow, following Allies' decision to add significant cybersecurity responsibilities and associated resources.

The NATO Standardization Office, as part of the IMS, continued to co-ordinate, support and administer standardization activities as agreed by Allies. With the exception of travel, due to COVID 19 related restrictions, all other requirements for which funds were made available were executed.

The 2021 IMS Outreach Programme budget supported 33 Partnership Cooperation Menu (PCM) events whereby 195 partner participants were subsidized (2020: 13 events and 30 partner participants). While the budget execution continued to be impacted by COVID-19 restrictions, PCM events and partner activities increased over 2020, with this positive trend expected to continue in 2022.



Hans-Werner Wiermann
Lieutenant General, German Army
Director General
International Military Staff



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller
International Military Staff

Statement on Internal Control FY 2021

The Director General, International Military Staff (DGIMS), exercises overall responsibility for IMS risk management and internal control systems, in accordance with Articles 11.1 and 12.1 of the NATO Financial Regulations (NFRs).

The IMS Financial Controller is responsible for financial risk management and for establishing financial risk management standards (NFR Financial Rules and Procedures XI.3 and XI.4). In addition, the Financial Controller is responsible for the system of internal financial and budgetary control (NFR 12.2).

The systems of risk management and internal financial control are based on an on-going process designed to identify the principal risks to the achievement of IMS policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently, effectively and economically. This process has been in place for the year ended 31 December 2021 and up to the date of these financial statements.

The systems of risk management and internal financial control are designed to manage and minimize rather than entirely eliminate risk at the IMS. Risk management and internal financial controls can therefore provide only a reasonable, but not absolute, assurance of effectiveness. The risks addressed at the IMS include risks to IMS operational aims and objectives; compliance with the NFRs; the reliability of financial information; and the safeguarding of assets.

The risk management and financial control processes at the IMS provide a network of internal controls that can be assessed using the five key components of the COSO Framework:

Control Environment

The culture and ethical values of the overall control environment are established by senior management. Measures for the promotion of ethical values include: IMS participation in the NATO-wide 'Building Integrity' initiative; the promulgation of the NATO Code of Conduct to all IMS staff; and disclosures on any senior management related party transactions in our annual financial statements.

Oversight is provided by the NATO Military Committee (MC), supported by various subcommittees, who routinely scrutinize IMS Senior Management reports on strategic operational matters.

On financial matters, interim Budgetary Execution Reports are presented to and reviewed by the NATO Budget Committee twice per year. In addition, IMS financial requirements comprising the yearly budget proposals are screened and reviewed by the nations at various oversight fora.

The Audit Advisory Panel (AAP) makes periodic assessments as to whether Internal Audit is properly resourced and has the appropriate standing. It reviews, provides input to and endorsement of, internal audit planning. It reviews the findings and recommendations of Internal Audit and the IBAN, and reviews management responses and follow-up actions.

The AAP provides DGIMS with an annual report which includes an assessment on the effectiveness of risk management, internal control, and external financial reporting, along with advice and recommendations for DGIMS.

An IMS Internal Control Framework (ICF) was adopted by the Audit Advisory Panel on 8 December 2020 and approved by DGIMS on 14 January 2021. The ICF is based on COSO's Internal Control – Integrated Framework (2013).

The current management structure of the IMS was reviewed by a panel of military experts in support of the Military Committee and was re-established under the authority of the NATO Secretary General in May 2016. Since 2020, an internal review is on-going to assess the necessary changes required to the personnel structure to achieve the IMS goals and objectives. The overall structure of the IMS incorporates clearly defined responsibilities and authorities in the pursuit of operational objectives.

Risk Assessment

DGIMS has appointed a Risk Management coordinator in accordance with NFR Article 11. He has established a Risk Management Board (RMB) which prepares documentation for optimal risk decision making at the Executive Management Board (EMB). The RMB ensures that risk management is conducted thoroughly and consistently across all IMS divisions in accordance with the Risk Management Policy. The EMB regularly monitors actions mitigating the significant risks identified.

Control Activities

The IMS operates a 'Tasker Tracker' mechanism; the mechanism uses software to launch, monitor and control ongoing progress towards management's operational requirements, in accordance with deadlines and operational priorities.

In the financial domain, the IMS finance and accounting system (FinS) has built-in approval workflows and controls, together with audit trails. The controls are designed in order that transactions are recorded consistently, accurately and in accordance with applicable rules and regulations.

IMS leadership is supported by the Executive Management Board which meets on a routine basis to review internal processes and to inform decision making.

Information and Communication

IMS internal communications are enhanced by strong reporting lines, based on military principles. The IMS has an extensive standard operating policy on the management of information and communications. This provides for effective communications in pursuit of operational objectives.

Communication also provides for the effective functioning of internal control. The Audit Advisory Panel, for example, reports to the Director General.

The IMS communicates externally on matters affecting the functioning of internal control mechanisms via the Statement on Internal Control, which is included with the annual financial statements. External audits include examinations of internal

controls and compliance. The results of these audits are reviewed by various oversight authorities and made available to the general public along with the financial statements.

Monitoring

An outsourced Internal Audit service provider is engaged on a periodic basis, to undertake internal audit assignments. The IMS is also subject to annual external audit from the International Board of Auditors for NATO (IBAN).

Recommendations and observations arising from audits are assessed by the Audit Advisory Panel reporting to the Director General. The results are then assessed by the Executive Management Board, who initiate any appropriate actions.

The Director General of the IMS and the Financial Controller have a collective responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. Our review is informed by the above five COSO components and by the work of IMS Senior Managers, external audits and internal audits.

No significant issues regarding financial or operational matters were raised in 2021 during the IBAN external audit of the IMS Financial Statements 2020, resulting in an unqualified opinion.

In 2021, the internal auditor of the NCIA Agency conducted a formal internal control self-assessment survey in order to evaluate the effectiveness of the internal control system throughout the IMS. Only one risk was reported, related to deficiencies of the financial system (FinS) to support Business Continuity beginning in 2022. There were no other issues reported on the submitted certifications.

In their follow-up review on risk management, the internal auditor found improvements regarding the update of the Risk Management Policy, establishment of the IMS Risk Register and presentation on risk management to the IMS Executive Management Board. In 2022, following risk management training, internal audit recommends that the divisions conduct a deep dive threat analysis taking into consideration risks to achieve the objectives of the entity.

Overall, we are satisfied that the risk management and internal financial control systems in operation across the IMS during the year 2021 were reasonably adequate and effective.



Hans-Werner Wiermann
Lieutenant General, German Army
Director General
International Military Staff



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller
International Military Staff

IMS
Statement of Financial Position
as at 31 December 2021
(in EUR)

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Assets			
Current Assets	Notes		
Cash and cash equivalents	2	18,933,761	14,908,730
Receivables	3	10,427	10,846
Prepayments	4	853,353	853,738
		<u>19,797,541</u>	<u>15,773,314</u>
Non-current Assets			
Property, plant and equipment	5	76,985	53,218
Intangible assets	6	23,198	50,469
		<u>100,183</u>	<u>103,687</u>
Total Assets		<u>19,897,724</u>	<u>15,877,001</u>
Liabilities			
Current Liabilities			
Payables	7	7,938,973	3,146,346
Deferred revenue	8	11,858,569	12,595,780
		<u>19,797,541</u>	<u>15,742,126</u>
Non-current Liabilities			
Deferred revenue	8	100,183	134,875
Total Liabilities		<u>19,897,724</u>	<u>15,877,001</u>



Hans-Werner Wiermann
Lieutenant General, German Army
Director General
International Military Staff



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller
International Military Staff

The notes on pages 12 to 23 form an integral part of these financial statements.

The financial statements were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31 March 2022.

IMS
Statement of Financial Performance
for the year ended 31 December 2021
(in EUR)

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
	Notes		
Revenue			
Revenue	9	28,466,634	26,565,871
Total Revenue		<u>28,466,634</u>	<u>26,565,871</u>
Expenses			
Personnel	10	11,550,574	11,523,459
Contractual supplies and services	11	16,864,442	14,990,431
Depreciation and amortization	5,6	51,618	51,980
Total Expenses		<u>28,466,634</u>	<u>26,565,871</u>
Surplus/(Deficit) for the period		<u>-</u>	<u>-</u>

IMS
Cash Flow Statement
for the year ended 31 December 2021
(in EUR)

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Cash Flows from operating activities	Notes		
Surplus/(Deficit) for the period		-	-
Non-cash movements			
Depreciation and amortization	5,6	51,618	51,980
(Decrease)/Increase in payables		4,792,627	(2,051,532)
(Decrease)/Increase in other current liabilities		(737,212)	5,811,735
(Increase)/Decrease in receivables		418	52,828
(Increase)/Decrease in other current assets		385	38,640
(Decrease)/Increase in long-term provisions		(34,692)	37,871
Net cash flows from operating activities		<u>4,073,144</u>	<u>3,941,522</u>
Cash flows from investing activities			
Purchase of property, plant and equipment	5	(48,114)	(58,663)
Net cash flows from investing activities		<u>(48,114)</u>	<u>(58,663)</u>
Cash flows from financing activities			
Cash out from IMS BG transfer	2	-	(400,000)
Cash in from IMS BG transfer		-	400,000
Net cash flows from financing activities		<u>-</u>	<u>-</u>
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents		<u>4,025,030</u>	<u>3,882,859</u>
 Cash and cash equivalents at the beginning of the period		 14,908,730	 11,025,871
Cash and cash equivalents at the end of the period	2	18,933,761	14,908,730

IMS
Statement of Changes in Net Assets
for the year ended 31 December 2021
(in EUR)

Balance at 31 December 2019	-
Surplus/(Deficit) for the period	-
Change in net assets/equity for the year ended 2020	-
Balance at 31 December 2020	-
Surplus/(Deficit) for the period	-
Change in net assets/equity for the year ended 2021	-
Balance at 31 December 2021	-

**IMS
Notes
for the year ended 31 December 2021**

1 Significant accounting policies

1.1 Basis of preparation

The IMS Financial Statements 2021 have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework. This accounting framework is based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO. The financial statements comply with the financial requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the associated Financial Rules and Procedures (FRPs) as well as with IMS directives and policies.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with Article 2 of the NFRs, the financial year covered by these financial statements is 1 January 2021 to 31 December 2021.

The financial statements have been prepared on the historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period. The principle accounting policies are set out below.

1.2 Accounting estimates and judgements

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

1.3 Changes in accounting policy and standards

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2021 financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

1.4 Changes in pronouncements

At the date of authorisation of these financial statements, the IMS has not applied the following new and revised IPSAS that have been issued but are not yet effective. The effective dates of the following have been deferred due to COVID-19:

- IPSAS 41 Financial Instruments
- IPSAS 42 Social Benefits
- Amended or new paragraphs in IPSAS 1, 4, 5, 9, 12, 14, 19, 21, 23, 24, 26, 28, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40

It is not expected that the adoption of or updates to these standards will have a material impact on the financial statements of the IMS in future periods.

1.5 Foreign currency transactions

These financial statements are prepared in euro, which is the functional and reporting currency of the IMS. Foreign currency transactions are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the transaction date in the general ledger. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies are assessed for materiality and if material are translated into euro using the applicable NATO exchange rates as at 31 December 2021. Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statements of Financial Position and Financial Performance. An assessment was made of all assets and liabilities in foreign currencies as at 31 December 2021. The amount of unrealized gains is deemed immaterial.

1.6 Consolidation

Consolidated financial statements include the financial results of the controlling entity and its controlled entities.

While Morale and Welfare activities are under the control of the head of the NATO body, in accordance with the NATO Accounting Framework departure from IPSAS 6, they have not been consolidated into these financial statements. A separate activity report is submitted to the Budget Committee as required by the NFRs, and summary information is presented in Note 14.

1.7 Services in-kind

The IMS received services in-kind in the form of military personnel provided by the NATO nations. Such personnel are assigned to specific, military positions on the Peacetime Establishments (PE) of the IMS (see Note 10). In these financial statements, services in-kind are recognized neither as revenue nor as an asset.

1.8 Financial instruments

The IMS uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include: cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and cash transfers between NATO entities.

All financial instruments are recognized in the Statement of Financial Position at their fair value.

Credit Risk: In the normal course of business, the IMS incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. The IMS manages its exposure to credit risk by:

- Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;
- Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2021 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the statement of financial position. Receivables considered uncollectible are adequately provided for. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments.

Currency risk: The IMS' exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as most transactions are in euros.

Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment of whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is a very limited exposure to liquidity risk because the budget funding mechanism guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasting cash requirements as well as the delay in payment represent the main liquidity risk.

Interest rate risk: The IMS is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

1.9 Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfers substantially all the risks and rewards of ownership to the lessee. All other leases are classified as operating leases.

The IMS only enters into operating leases. They are recognized as an expense in the statement of financial performance on a straight-line basis over the lease term.

1.10 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include current bank accounts, deposits held with banks, pre-paid credit cards and other short-term highly liquid investments.

1.11 Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

1.12 Prepayments

Prepayments and deposits are payments to suppliers, employees and other NATO entities in advance of the period to which they pertain.

1.13 Property, plant and equipment

Property, plant and equipment with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated depreciation and any recognized impairment losses. Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Full depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Property, plant and equipment is derecognized upon disposal or when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated depreciation are removed from the accounting records.

1.14 Intangible assets

Intangible assets with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated amortization and any recognized impairment losses. Amortization is recognized on a straight line basis over their estimated useful lives. Full amortization is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and amortization method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Intangible assets are derecognized when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated amortization are removed from the accounting records.

1.15 Impairment of tangible and intangible assets

The carrying values of non-current assets are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the statement of financial performance in the year concerned.

1.16 Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are initially recognized at their fair value and subsequently measured at amortized cost. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received but not yet invoiced.

1.17 Deferred revenue and advances

Deferred revenue represents contributions from nations and/or third parties that have been called for current or prior years budgets but that have not yet been recognized as revenue. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities. Advances are contributions called or received related to future budgets.

1.18 Employee benefits – Post-employment benefits

IMS civilian employees either participate in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) or the Coordinated Pension Scheme (NATO Defined Benefit Plan).

The assets and liabilities for all NATO post-employment benefit schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters by the International Staff and therefore are not recognized in these financial statements.

Defined Contribution plan: The assets of the plan are held separately from those of IMS in funds under the control of independent trustees or an Administrator. The IMS is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognized as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of IMS with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

Defined Benefit plan: Employees who joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme which is a funded defined benefit plan. Under the plan and upon completion of 10 years employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60. Staff members whose length of service is not sufficient to entitle them to a retirement pension are eligible for a leaving allowance.

Continued Medical Coverage: Some qualifying retirees may also benefit from Continued Medical Coverage (CMC).

1.19 Revenue recognition

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund the entity's budgets. It is recognized as revenue in the Statement of Financial Performance in the year for which the contributions are used for their intended purpose as envisioned by the budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

1.20 Financial result

The financial result represents the net of bank interest earned, bank charges incurred and exchange rate gains and losses due to transactions in foreign currency. It is recognized as a payable to nations in order to return it to the nations.

1.21 Trust funds

The IMS manages the NATO-Iraq Trust Fund on behalf of the contributing nations. NATO recognizes an asset when it controls access to the asset and gains economic benefit or service potential but matches this to an equal liability. In its Statement of Financial Performance, the IMS does not recognize any expenditure or revenue in relation to the trust funds, which it does not control.

2 Cash and cash equivalents

(in EUR)	2021	2020
Current bank accounts IMS	17,864,880	13,756,627
Cash equivalents	993,804	993,324
Current bank accounts NATO-Iraq Trust	72,227	138,780
Advances	2,849	20,000
Total Cash and Cash Equivalents	18,933,761	14,908,730

Cash and cash equivalents are short-term liquid assets. Deposits are held in interest bearing bank accounts in immediately available funds. Cash holdings are largely determined by the timing of receipts from the nations, which arrive in two instalments, generally in April and December.

Cash equivalents are held in euros and are funds invested on a short-term deposit or business account.

During 2021, no cash transfers (2020: 400,000 EUR) were provided to other entities in the IMS Budget Group in order to cover temporary shortfalls of funds related to the calls for contributions.

3 Receivables

(in EUR)	2021	2020
Receivables from third parties	10,427	10,389
Accrued revenue	-	456
Total Receivables	10,427	10,846

The receivables from third parties balance primarily consists of a VAT reimbursement on the purchase of a new vehicle and long-term illness insurance.

4 Prepayments

(in EUR)	2021	2020
Advances and prepayments to suppliers	663,000	696,188
Prepaid expenses	190,353	157,550
Total Prepayments	853,353	853,738

The advances relate to the provision of contractually agreed working capital for the execution of the C3 Programme of Work. The main balance of prepaid expenses is the 2022 portion of the education allowance entitlements for the school year 2021-2022.

5 Property, plant and equipment

(in EUR)	2021	2020
	Vehicles	
Cost opening balance	334,990	315,961
Additions	48,114	58,663
Disposals	(22,954)	(39,634)
Cost closing balance	360,150	334,990
Accumulated depreciation opening balance	281,773	301,754
Current year depreciation	24,346	19,653
Retired depreciation	(22,954)	(39,634)
Accumulated depreciation closing balance	283,165	281,773
Net Carrying Amount	76,985	53,218

The useful life of the vehicles used in the calculation of depreciation is 5 years. The depreciation charge for the year is 24,346 EUR (2020: 19,653 EUR).

In 2021, in addition to the disposal of the vehicle shown in the above table, there was one donation of property that meets the disclosure criteria in the NATO Financial Regulations. Proceeds of sale of property plant and equipment amounting to 1,700 EUR were realised in 2021 (2020: 6,360 EUR). These proceeds are included under payables to nations to be reimbursed as miscellaneous income via the call for contribution in the following year. The donated property was approved by the Budget Committee on 4 March 2021.

6 Intangible assets

(in EUR)	Software	
	2021	2020
Cost opening balance	409,043	409,043
Cost closing balance	409,043	409,043
Accumulated amortization opening balance	358,574	326,246
Current year amortization	27,272	32,328
Accumulated amortization closing balance	385,846	358,574
Net Carrying Amount	23,197	50,469

The useful life of software systems used in the calculation of amortization is 4 years.

The amortization charge for the year is 27,272 EUR (2020: 32,328 EUR).

In general, software is considered to be internally developed, however an assessment is made for each individual case to determine whether the asset can be considered as acquired off-the-shelf.

7 Payables

(in EUR)	2021	2020
Payables to nations	4,757,598	413,791
Accruals	2,422,958	2,363,639
Payables to suppliers	756,699	334,493
Other payables	1,718	34,423
Total Payables	7,938,973	3,146,346

The payables to nations are surplus funds to be returned to the nations. They include lapsed appropriations and miscellaneous income from operational and financial results.

Exceptionally in 2021 and 2020, nations have decided to convert 2020 surplus funds into advances for the following year. In 2020, nations decided to convert 4.2 MEUR of the 4.5 MEUR 2020 lapses into advances for 2021, reducing the balance of payables to nations. In 2021, nations decided to convert the 413,791 EUR remainder of the 2020 surplus into 2022 advanced contributions, along with the 2022 advance of 10.8 MEUR, for a total of 11,213,791 EUR (see note 8). Nations have not taken a decision to convert the 2021 surplus funds, hence the increase in the balance of payables to nations.

Accruals are mainly related to goods and services received on the Programmes of Work of the IMS.

Payables are short-term liabilities to third parties directly related to the activities and operations of the IMS. The average credit period on purchases is 30 days. The IMS has financial risk management policies in place to ensure that all payables are paid within the pre-agreed credit terms.

8 Deferred revenue

(in EUR)	2021	2020
Advanced contributions for next year	11,213,791	12,000,000
Deferred revenue - carry forwards	572,550	457,000
Deferred revenue - trust funds	72,227	138,780
Total current deferred revenue	11,858,569	12,595,780
Investment in PPE and intangible assets	100,183	134,875
Total non-current deferred revenue	100,183	134,875
Total deferred revenue	11,958,752	12,730,655

Current deferred revenue consists mostly of advanced contributions for the next financial year and deferred revenue (budget appropriations carried forward) for which corresponding expenses will be incurred after the reporting date.

Advanced contributions include an element of 2020 surplus funds converted into 2022 advances (see note 7).

The deferred revenue for carry forwards relates primarily to the C3 programme of work.

The deferred revenue for trust funds is the corresponding liability for the cash received by nations to fund the NATO-Iraq Trust Fund (see Annex 2).

Non-current deferred revenue represents the net carrying amount of property, plant and equipment and intangible assets as at 31 December 2021. The revenue will be recognized in the year when the depreciation and amortization expense will be recognized.

9 Revenue

(in EUR)	2021	2020
Revenue from contributions	28,415,016	26,513,890
Revenue released from deferred revenue	51,618	51,980
Total Revenue	28,466,634	26,565,871

Revenue from contributions is revenue received from the member nations to cover the operational expenses of the IMS.

Revenue released from deferred revenue represents revenue released in respect of property, plant and equipment depreciation and amortization of intangible assets.

10 Personnel expenses

Employees are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host nation and the protocols of NATO.

Peacetime Establishment (PE):

	Approved PE - IMS	Filled Positions - IMS	Approved PE - NSO	Filled Positions - NSO	Approved PE - IMS and NSO	Filled Positions - IMS and NSO
Civilians (MBC)*	86	74	16	16	102	90
Military	317	297	26	22	343	319
Voluntary National Contribution (VNC)	36	18	-	-	36	18
IS-CIV VNC	25	21	-	-	25	21
National Manpower Overage (NMO)	23	21	-	-	23	21
Host Nation	2	-	-	-	2	-
PFP	11	7	2	2	13	9
Local Wage Rate (LWR)	1	-	-	-	1	-
Civilians (CBC)	16	7	-	-	16	7
Twinned posts (TP)**	4	4	2	2	6	6
Total Ceiling posts	402	371	42	38	444	409
Total Posts	521	449	46	42	567	491
* 1 additional post as result of the application of SMAP-18 (Manpower Guidelines for the Temporary Filling of Established Military NU Posts with NICs). SMAP 18 provides a procedure by which commanders can seek to fill military NU mission essential posts with NICs on a temporary basis - MC-0216-4(AAP-16(D)) approved with IMS PE Change 4 2019.						
** A twinned post is a post on a Peacetime Establishment (PE) which combines two or more separate posts on one or more PEs where the respective workload does not justify the presence of an incumbent for each post. When two or more International posts are linked as "twinned posts", only one is counted in the International Manpower Ceiling. (MC-0216-4(AAP-16(D))).						

The breakdown of salaries and other personnel related expenses is as follows:

(in EUR)	2021	2020
Employment of personnel	10,879,731	10,899,209
Post-employment benefits	540,779	498,589
Training	69,255	36,466
Recruitment and separation	57,093	87,996
Miscellaneous	3,716	1,200
Total expenses	11,550,574	11,523,459

Untaken leave: The balance of untaken leave at the end of 2021 was 883 days (2020: 1,074 days) for IMS and 129 days (2020: 108 days) for NSO. The associated cost is recognized as an accrual. The variations in untaken leave are due to the impact of COVID-19 measures and restrictions.

11 Contractual supplies and services

Contractual supplies and services are expenses required for administrative support to the Military Committee. General support expenses mainly include costs for facility and infrastructure operation and maintenance, while mission support is mainly costs for CIS and scientific research contracts. The expenses are further broken down as follows:

(in EUR)	2021	2020
Mission support	11,765,533	10,958,053
General support	4,033,591	3,512,576
Grants and subsidies	615,691	336,515
Miscellaneous costs	248,201	1,925
Travel transportation	201,426	181,362
Total expenses	16,864,442	14,990,431

In 2021, the IMS had one contract for the lease of a vehicle with an annual cost of 126,500 EUR (2020: 79,200 EUR), which is cancellable.

12 Related parties

The key management personnel includes: the Director General IMS, Directors, and the Financial Controller. They are all rotated, typically every three years, and with the exception of the Financial Controller, have only management oversight of routine operating and maintenance activities. The detailed work related to these tasks tends to be undertaken by staff officers. The IMS Financial Controller is also the Financial Controller of the Science and Technology Organization (STO) and the NATO Defense College (NDC), forming together the IMS Budget Group. The IMS, STO and NDC are therefore related parties under a common Financial Controller.

The other key management personnel of the entity have no known significant related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Key management are remunerated in accordance with the applicable national or NATO pay scales. They do not receive from NATO any additional remuneration for Board responsibilities or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans over and above those available to all NATO personnel under normal rules.

During the year, the IMS entered into transactions with NATO entities outside the IMS Budget Group. The fees charged for these transactions were an appropriate allocation of the costs incurred.

13 Representation allowance

Representation allowance is available to certain designated NATO high-level officials whose position entails responsibility for maintaining relationships of value to NATO. In 2021, three senior IMS officials received representation allowances.

The total entitlement was 39,000 EUR (2020: 39,000 EUR) and the actual expenses were 9,329 EUR (2020: 15,739 EUR). The decrease in actual expenses is due to the impact of COVID-19 measures and restrictions.

14 Morale and Welfare Activities

The IMS carried out Morale and Welfare Activities (MWA) in 2021 for which a detailed annual special purpose report is presented to the Budget Committee. Morale and Welfare Activity is an activity of a NATO body that enhances the quality of life, promotes cohesion and integrity, and/or contributes to the physical and mental wellbeing of eligible individuals. At the IMS, the MWA mainly relate to the sale of petrol products and the language training centre.

The position of MWA at year-end is:

(in EUR)	2021	2020
Cash and cash equivalents	50,506	52,742
Total liabilities including provisions and contingent liabilities	42,277	28,458

As of year-end, no full-time equivalent staff (2020: nil) directly support the MWA.

In both years, four staff support the MWA as a minor part of their duties. The total extent of their MWA responsibilities amounts to less than one part-time equivalent.

15 Events after reporting date

There have been no other material events between the reporting date and the date the financial statements are authorized for issue that would affect the amounts recognized in these financial statements.

ANNEX 1
IMS
Budget Execution Statement
for the year ended 31 December 2021
(in EUR)

	Initial Budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Carry Forward	Lapsed
BUDGET 301 (IMS) 2021												
Chapter 1	10,188,486	-	10,188,486	-	10,188,486	-	10,188,486	-	9,738,294	9,738,294	-	450,192
Chapter 2	18,329,114	-	18,329,114	-	18,329,114	-	18,329,114	572,550	14,597,504	15,170,054	572,550	3,159,060
Chapter 3	40,000	-	40,000	-	40,000	-	40,000	-	16,926	16,926	-	23,074
TOTAL	28,557,600	-	28,557,600	-	28,557,600	-	28,557,600	572,550	24,352,724	24,925,274	572,550	3,632,326
BUDGET 302 (NSO) 2021												
Chapter 1	1,901,388	-	1,901,388	-	1,901,388	-	1,901,388	-	1,808,157	1,808,157	-	93,231
Chapter 2	1,230,246	-	1,230,246	-	1,230,246	-	1,230,246	-	1,080,166	1,080,166	-	150,080
TOTAL	3,131,634	-	3,131,634	-	3,131,634	-	3,131,634	-	2,888,323	2,888,323	-	243,311
BUDGET 501 (OTRCH) 2021												
Chapter 1	164,000	-	164,000	-	164,000	-	164,000	-	4,123	4,123	-	159,877
Chapter 2	1,400,000	-	1,400,000	-	1,400,000	-	1,400,000	-	732,416	732,416	-	667,584
TOTAL	1,564,000	-	1,564,000	-	1,564,000	-	1,564,000	-	736,539	736,539	-	827,461
TOTAL FY2021	33,253,234	-	33,253,234	-	33,253,234	-	33,253,234	572,550	27,977,586	28,550,136	572,550	4,703,098
BUDGET 301 (IMS) 2020												
Chapter 2	457,000	-	457,000	-	457,000	-	457,000	-	454,356	454,356	-	2,644
TOTAL FY2020	457,000	-	457,000	-	457,000	-	457,000	-	454,356	454,356	-	2,644
TOTAL ALL BUDGETS	33,710,234	-	33,710,234	-	33,710,234	-	33,710,234	572,550	28,431,942	29,004,492	572,550	4,705,742

The budget covers the financial year from 1 January 2021 to 31 December 2021 and includes the following budgets: 301 (IMS), 302 (NSO) and 501 (Outreach). The initial budget and subsequent revisions are reviewed and issued by the Budget Committee.

In accordance with the NFRs, all changes between the initial and the final budget due to transfers of appropriations were either authorized by the Budget Committee, or were within the authority of the IMS Financial Controller. These changes are presented in the Budget Execution Statement. The lapses are mainly due to delays in the Chief Information Office (CIO) and C3 programmes of work, personnel recruitments and/or replacements withheld due to pending structural changes and reduced services and logistic support due to COVID-19 restrictions.

The credits carried forward are presented in the Budget Execution Statement as required by the NATO Financial Regulations and the FRPs. They represent the unexpended balances at year-end for which there is a legal liability or a Budget Committee decision and are equal to the deferred revenue – carry forwards (see Note 8).

The budget and the financial statements are not prepared on the same basis. In the financial statements, only current year depreciation/amortization is recognized as an expense, while in the budget all non-current assets are fully expensed during the year. The following table summarizes the differences:

	(in EUR)	
	2021	2020
Total expenses, Statement of Financial Performance	28,466,634	26,565,871
Capital and investments (see notes 5 and 6)	16,926	89,851
Depreciation and amortization (see notes 5 and 6)	(51,618)	(51,980)
Total expenses, Budget Execution Statement	28,431,942	26,603,742

ANNEX 2
NATO-Iraq Trust Fund
Status as at 31 December 2021
(in EUR)

FINANCIAL YEAR	IN COUNTRY COURSES	OUT OF COUNTRY COURSES			TOTAL
	EXPENSES	EXPENSES	SLOTS OFFERED	SLOTS TAKEN	
2005	133,235	1,494,235	123	200	1,627,470
2006	966,684	1,355,890	444	253	2,322,574
2007	745,024	1,230,390	223	197	1,975,414
2008	2,900,068	1,105,880	230	208	4,005,948
2009	200,557	1,263,332	220	208	1,463,889
2010	218,647	1,737,842	412	336	1,956,489
2011	44,135	1,733,875	468	420	1,778,010
2012		23,366	23	15	23,366
2013		176,359	42	42	176,359
2014		10,340	-	-	10,340
2015		301,817	62	62	301,817
2016		1,565,362	340	268	1,565,362
2017		55,568	4	4	55,568
2018		99,180	7	7	99,180
2019		42,345	4	4	42,345
2020		-	-	-	-
2021		66,553	9	9	66,553
TOTAL	5,208,350	12,262,333			17,470,683
NATO-IRAQ TRUST FUND STATUS AS OF 31 DEC 2021					
FUND DONATED					17,176,421
INTEREST EARNED (net of finance costs)					366,490
FUND USED					17,470,683
FUND AVAILABLE					72,227

Note: In 2021, expenses totalled 66,553 EUR (2020: nil). The funds available are equal to the cash as at 31 December 2021.

NATO UNCLASSIFIED



International Military Staff
Etat-Major Militaire International

Brussels - Belgium



31 March 2022

IMSTAM(FC)-0008-2022

CHAIR, INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS FOR NATO (IBAN)

NATO DEFENSE COLLEGE (NDC) FINANCIAL STATEMENTS 2021

1. Please find attached the 2021 NATO DEFENSE COLLEGE (NDC) Financial Statements, issued in accordance with NATO Financial Regulation (NFR) Article 35.1.
2. I can confirm that, in accordance with NFR Financial Rules and Procedures (FRP) XXXV (4), the NDC can agree to public disclosure of these Financial Statements.
3. Notwithstanding the above, as stated in C-M(2012)0041, public disclosure of IBAN Audit Reports is a matter for Council decision, based upon the recommendation of the RPPB. Decisions are informed by the NATO policy on public disclosure of documents (C-M(2008)0116).
4. The IBAN Audit Report covering these Financial Statements has not been issued, but should be presented to Council no later than 31 August 2022 (NFR 15.2). As such, the NDC is not yet in a position to anticipate any potential representations that may be made to the RPPB, regarding the Audit Report.
5. The NDC therefore reserves its position on public disclosure of the eventual IBAN Audit Report.

Rui Mendes Da Silva
PRT CV
Financial Controller
International Military Staff
Science and Technology Organisation

Enclosure:

1. NDC Financial Statements FY 2021, 31 Mar 22.

Copy to: COMMANDANT NDC, HEAD OF FINANCE NDC, FC, RECORDSOriginating Office: FC - DGIMS-FCAction Officer: Ms. A. MUEFFKE Principal Administrator (Finance) to FC IMS, (4593)Taxonomy: Organisation and Management Support (ORG) - ORG - Finance and Accounting

NATO UNCLASSIFIED

NATO DEFENSE COLLEGE FINANCIAL STATEMENTS

2021



Via Giorgio Pelosi, 1
00143 Rome
ITALY

TABLE OF CONTENTS

Introduction	2
NDC Statement of Internal Control FY 2021	3
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION	6
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE	7
STATEMENT OF CASH FLOWS	8
STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS	9
NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS	10
1. Significant Accounting Policies	10
2. Cash and cash equivalents	13
3. Receivables.....	13
4. Prepayments and Advances.....	14
5. Property, Plant and Equipment.....	14
6. Payables	15
7. Deferred revenue and advances	15
8. Revenue.....	16
9. Personnel.....	16
10. Contractual Supplies and Services	17
11. Related Parties Disclosure	17
12. Representation Allowance	17
13. Events after reporting date	18
14. Morale and Welfare Activities	18
ANNEX 1 - BUDGET EXECUTION STATEMENTS FOR THE YEAR ENDED 31/12/2021	19

Introduction

1. The NATO Defense College (NDC) is a NATO Military body (NMB) of the Military Committee (MC) led by the Commandant, who reports to the Chair of the Military Committee (CMC) through the Director General of the International Military Staff (DGIMS). Its mission is to contribute to the effectiveness and cohesion of the Alliance by developing its role as a major centre of education, outreach and research on transatlantic security issues. As the Alliance's premier academic institution, the NDC aspires to be regarded as the first choice for nations in the educational development of their senior officers and officials, and as a respected source of relevant policy-making advice.
2. Similarly to 2020, also 2021 has been marked by the COVID-19 pandemic. Nonetheless, the investments made for the enhancement of the online learning platforms and for maintaining the safety of the workplace "paid dividend", and the NDC academic and research programmes could be conducted with little or no disruption also during lockdown periods. In the second part of the year, a slow but continuous return to normality was recorded, to the extent that field studies for the Senior Course (SC) and the NATO Regional Cooperation Course (NRCC) could be retrieved. The year concluded with a major highlight, the celebration of the NDC's 70th Anniversary, testifying the resilience of the Organisation and its capacity to efficiently and effectively deliver on its mission to educate future leaders and contribute to the Alliance policy-making.
3. The NDC 2021 Financial Statements have been produced in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF) based on the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO and the NATO Financial Regulations (NFRs). They are presented in a commonly adopted layout.
4. The expenses recorded herein are mainly charged over two budgets, the NDC budget (budget code BC 303), covering its operating and maintenance costs, and a delegated portion of the Outreach Programme (BC 501) for which the NDC has operational control. In 2021 the NDC has also executed a portion of the centrally-managed NATO-Iraq Trust Fund, as well as other non-appropriated reimbursable activities.
5. The budgetary expenses are recorded on an accrual basis, i.e. in the period in which the goods or services are delivered. Any exception to that principle is outlined in Annex 1 to the financial statements, which provides a comparison between the Budget Execution and IPSAS.
6. The IMS Budget Group covers a number of budgets and entities linked together for financial management purposes by a Financial Controller. The Financial Controller is the Financial Controller of the IMS, the Science and Technology Organisation (STO) and the NDC. The NDC, the STO and IMS are therefore related parties under a common Financial Controller.



Olivier RITTIMANN
Lieutenant General, French Army
Commandant
NATO Defense College



Rui M. M. DA SILVA
PRTCV - Financial Controller
International Military Staff
Science & Technology Organisation

NDC Statement of Internal Control FY 2021

In accordance with the NATO Financial Regulations (NFRs) as supplemented by the Financial Rules and Procedures (FRPs), the Commandant of the NATO Defense College (NDC) is responsible and accountable for implementing and maintaining a sound financial management. In particular, as set forth in articles 11 and 12 of the NFRs, the Commandant is responsible for implementing sound risk management procedures and effective internal control arrangements aimed at supporting the achievement of the organizational objectives.

The NDC Financial Controller, in accordance with articles XI.3 and XI.4 of the FRPs, is responsible for financial risk management and for establishing financial risk management standards, as well as responsible for the system of internal financial and budgetary control (NFR 12.2).

In order to meet the provisions of the NFRs, the NDC has established systems of Risk Management and Internal Control, which are being continuously enhanced with the aim to ensure the achievement of NDC mission and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently, effectively and economically. The systems of Risk Management and Internal Control are designed to manage and minimize, rather than entirely eliminate, risk at the NDC. Risk Management and Internal Control can therefore provide only a reasonable, but not absolute, assurance of effectiveness. The risks addressed at the NDC include risks to NDC operational aims and objectives; compliance with the NFRs; the reliability of financial information; and the safeguarding of assets. This process has been in place for the year ended 31 December 2021 and up to the date of these financial statements.

In accordance with the Budget Committee (BC) recommendation to adopt COSO as internationally-recognized Internal Control Framework, the risk management and financial control processes at the NDC provide a network of internal controls that can be assessed using the five key components of the COSO Framework:

Control Environment

The culture and ethical values of the overall control environment are established by senior management. The promotion of ethical values includes: NDC participation in the NATO-wide 'Building Integrity' Initiative; the promulgation of the NATO Code of Conduct to all NDC staff; the disclosures on any senior management related party transactions in NDC annual financial statements.

The NDC structure provides for clear, hierarchical reporting lines based on military principles, as well as functional reporting lines, and appropriate authorities and responsibilities are formally entrusted to personnel in accordance with their role within the organization.

Oversight is provided by the NATO Military Committee (MC), supported by various subcommittees, who routinely scrutinize NDC senior management reports on strategic operational matters.

On financial matters, interim Budgetary Execution Reports are presented to, and reviewed by, the NATO Budget Committee twice per year. In addition, NDC financial requirements comprising the yearly budget proposals are screened and reviewed by the nations at various oversight fora.

The Audit Advisory Panel (AAP) makes periodic assessments as to whether Internal Audit is properly resourced and has the appropriate standing. It reviews, provides input to and endorsement of, internal audit planning. It reviews the findings and recommendations of Internal Audit and the IBAN, and reviews management responses and follow-up actions.

The AAP provides the Commandant with an annual report which includes an assessment on the effectiveness of risk management, internal control, and external financial reporting, along with advice and recommendations for the Commandant.

The new mission and structure of the NDC was agreed by the Military Committee on 30 April 2021 and noted by the North Atlantic Council (NAC), resulting in a revised "Policy Guidance for the NATO Defense College" (Document MC 123/10), and the ensuing Initial State Peacetime Establishment (ISPE) endorsed by the MC on 3 February 2022. Upon final approval of the End-State PE (ESPE), the NDC will activate the formal implementation of the new structure and start the recruitment of the newly approved NATO International Civilian positions.

Risk Assessment

The NDC continues to develop internal risk management policies and procedures, adapting existing risk management frameworks, to better identify those events that if occurring may affect the achievement of its objectives. Risk identification and management is progressively being extended to all organizational elements of the NDC.

In the course of 2021 the NDC has achieved important milestones in what concerns the effectiveness of its risk management framework, in particular by developing a thorough risk register, identifying and assigning risk owners and actioners, and by defining mitigation actions with relevant implementation dates. The risk register will be revised and updated every six months.

Control Activities

The NDC, through its Command Group (CG) and other internal boards, monitors and controls ongoing progresses towards the achievement of the set objectives, in accordance with deadlines and operational priorities.

In the financial domain, the NDC finance and accounting system (FinS) has built-in approval workflows, controls and verifications, which grant the necessary segregation of responsibilities, together with relevant audit trails, and ensures sufficient control as regards consistency and accuracy of financial transactions, and compliance to the NFRs.

Information and Communication

The NDC structure with its clear reporting lines underpins internal communication. The internal boards structure is the primary channel of information flow across internal stakeholders, and informs decision-making at all levels. The NDC has a Standard Operating Procedure (SOP 97) for a secure user access to Communication & Information resources. This provides for effective communications in pursuit of operational objectives. The NDC also holds an Audit Advisory Panel that periodically reports to the Commandant.

Communication also provides for the effective functioning of internal control. In this regard important information is disseminated through the staff by means of Weekly Bulletins and periodic All-Hands meetings called by the Commandant.

The NDC communicates externally on matters affecting the functioning of internal control mechanisms via the Statement on Internal Control, which is included with the annual Financial Statements and is released to the general public. External audits include examinations of internal controls and compliance with applicable rules and regulations. The results of these audits are reviewed by various oversight authorities and made available to the general public along with the financial statements.

Monitoring Activities

An outsourced Internal Audit service provider is engaged on a periodic basis, to undertake internal audit assignments. On top, NDC internal controls of non-appropriated funds are conducted regularly. The NDC is also subject to annual external audit from the International Board of Auditors for NATO (IBAN).

Recommendations and observations arising from audits are assessed by the Audit Advisory Panel reporting to the Commandant. The results are then assessed by NDC senior management, who initiate any appropriate actions.

The Commandant of the NDC and the Financial Controller have a collective responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. Our review is informed by the above five COSO components and by the work of NDC senior managers, external audits, and internal audits.

No significant issues regarding financial or operational matters were raised in 2021. The IBAN External Audit of the 2020 Financial Statements resulted in an unqualified opinion. IBAN observed on the need to reduce the use of physical cash. While strong internal controls continue to be in place for any cash payments, the NDC has implemented initiatives aimed at reducing the use of cash, *inter alia* by introducing rechargeable electronic cards for subsidized course members.

We are satisfied that the Risk Management and Internal Control systems in operation across the NDC during the year 2021 were reasonably adequate and effective. However, as suggested by the follow-up on the Internal Audit Mission on Risk Management conducted by NCIA in 2021, areas of improvements still exist and as such in the course of 2022 the NDC will further enhance the effectiveness of its risk management framework, in particular in what concerns risk assessment, risk treatment and monitoring & review.



Olivier RITTIMANN
Lieutenant General, French Army
Commandant
NATO Defense College



Rui M. M. DA SILVA
PRTCV - Financial Controller
International Military Staff
Science & Technology Organisation

NATO DEFENSE COLLEGE STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

As at 31 December 2021
(in EUR)

	<i>Notes</i>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
ASSETS			
Current Assets			
Cash and Cash Equivalents	2	5,204,768	5,684,528
Receivables	3	237,276	16,437
Prepayments and Advances	4	19,390	1,725
Total Current Assets		<u>5,461,434</u>	<u>5,702,691</u>
Non-Current Assets			
Property, Plant & Equipment	5	12,698,451	12,406,766
Total Non-Current Assets		<u>12,698,451</u>	<u>12,406,766</u>
TOTAL ASSETS		<u>18,159,885</u>	<u>18,109,457</u>
LIABILITIES			
Current Liabilities			
Payables	6	1,541,057	880,374
Deferred Revenue & Advances	7	3,920,377	4,822,317
Total Current Liabilities		<u>5,461,434</u>	<u>5,702,691</u>
Non-Current Liabilities			
Non-Current Deferred Revenue	7	12,698,451	12,406,766
Total Non-Current Liabilities		<u>12,698,451</u>	<u>12,406,766</u>
TOTAL LIABILITIES		<u>18,159,885</u>	<u>18,109,457</u>
TOTAL NET ASSETS/EQUITY		<u>-</u>	<u>-</u>



Olivier RITTIMANN
Lieutenant General, French Army
Commandant
NATO Defense College



Rui M.M. DA SILVA
PRTCV - Financial Controller
International Military Staff
Science & Technology Organisation

The notes on pages 10 to 18 form an integral part of these financial statements.

The financial statements were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31 March 2022.

NATO DEFENSE COLLEGE STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

For the year ended 31 December 2021
(in EUR)

	<i>Notes</i>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Revenue			
Revenue	8	10,804,751	8,749,703
Total Revenue		<u>10,804,751</u>	<u>8,749,703</u>
Expenses			
Personnel	9	5,443,858	5,275,500
Contractual Supplies and Services	10	4,872,889	2,517,417
Capital and Investments Budgeting		37,449	481,579
Depreciation	5	450,555	475,207
Total Expenses		<u>10,804,751</u>	<u>8,749,703</u>
SURPLUS / DEFICIT FOR THE PERIOD		<u>-</u>	<u>-</u>

NATO DEFENSE COLLEGE STATEMENT OF CASH FLOWS

For the year ended 31 December 2021
(in EUR)

	<i>Notes</i>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES			
<i>Surplus/Deficit for the period</i>		-	-
Non-cash movements			
Depreciation / Amortization	5	450,555	475,207
Increase - (Decrease) in payables		660,683	69,056
Increase - (Decrease) in deferred revenue & advances		(901,940)	2,372,317
(Increase) - Decrease in receivables		(220,839)	35,161
(Increase) - Decrease in other current assets		(17,664)	13,660
(Increase) - Decrease in non-current deferred revenue		291,686	(469,474)
NET CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES		<u>262,481</u>	<u>2,495,927</u>
CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES			
Purchase of property plant and equipment	5	(742,241)	(5,733)
NET CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES		<u>(742,241)</u>	<u>(5,733)</u>
CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES			
Cash in from IMS BG cash transfer		-	400,000
Cash out from IMS BG cash transfer		-	(400,000)
NET CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES		<u>-</u>	<u>-</u>
Net Increase - (Decrease) in cash and cash equivalents		<u>(479,760)</u>	<u>2,490,194</u>
Cash and cash equivalents at the beginning of the period		<u>5,684,528</u>	<u>3,194,335</u>
Cash and cash equivalents at the end of the period		<u>5,204,768</u>	<u>5,684,528</u>

**NATO DEFENSE COLLEGE
STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS**

For the year ended 31 December 2021
(in EUR)

	Total
Balance at the beginning of the period 2020	-
Surplus / (deficit) for the period	-
Change in net assets/equity for the year ended 2020	-
Balance at the beginning of the period 2021	-
Surplus / (deficit) for the period	-
Change in net assets/equity for the year ended 2021	-

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

1. Significant Accounting Policies

1.1. Basis of Preparation

The NATO Defense College (NDC) Financial Statements 2021 have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF). This accounting framework is based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS), as adapted by NATO. The financial statements comply with the financial requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the associated Financial Rules and Procedures (FRPs) as well as with NDC directives and policies.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year covered by these financial statements is 1 January to 31 December 2021.

The financial statements have been prepared on the historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period. The principal accounting policies are set out below.

1.2. Accounting Estimates and Judgements

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

1.3. Changes in Accounting Policy and Standards

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2021 financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

1.4. Changes in Pronouncements

At the date of authorisation of these financial statements, the NDC has not applied the following new and revised IPSAS that have been issued but are not yet effective. The effective dates of the following have been deferred due to COVID:

- IPSAS 41 Financial Instruments
- IPSAS 42 Social Benefits
- Amended or new paragraphs in IPSAS 1, 4, 5, 9, 12, 14, 19, 21, 23, 24, 26, 28, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40

It is not expected that the adoption of or updates to these standards will have a material impact on the financial statements of the NDC in future periods.

1.5. Foreign Currency Transactions

These financial statements are prepared in euro, which is the functional and reporting currency of the NDC. Foreign currency transactions are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the transaction date. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies are assessed

for materiality and if material are translated into euro using the applicable NATO exchange rates as at 31 December 2021. Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the statements of financial position and performance. An assessment was made of all assets and liabilities in foreign currencies as at 31 December 2021. The amount of unrealized gains is deemed immaterial.

1.6. Consolidation

Consolidated financial statements include the financial results of the controlling entity and its controlled entities.

While Morale and Welfare activities (MWAs) are under the control of the head of the NATO body, in accordance with the NAF departure from IPSAS 6 they have not been consolidated into these financial statements. A separate activity report is submitted to the Budget Committee as required by the NFRs, and summary information is provided at note 14.

1.7. Services In-Kind

The NDC received services in-kind in the form of military personnel provided by the NATO nations. Such personnel are assigned to specific, military positions on the Peacetime Establishments (PE) of the NDC (see note 9). In these financial statements services in-kind are recognized neither as revenue nor as an asset.

1.8. Financial Instruments

The NDC uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and cash transfers between NATO entities.

All financial instruments are recognized in the statement of financial position at their fair value.

Credit Risk: In the normal course of business, NDC incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. NDC manages its exposure to credit risk by:

- Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;
- Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2021 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the statement of financial position. Receivables considered uncollectible are adequately provided for. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments.

Currency risk: The NDC's exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as most transactions are in euros.

Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is a limited exposure to liquidity risk because the budget funding mechanism guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasting cash requirements as well as the delay in payment represent the main liquidity risk.

Interest rate risk: The NDC is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

1.9. Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfer substantially all the risks and rewards of ownership to the lessee. All other leases are classified as operating leases. Rentals payable under lease contracts are recognised as an expense in the Statement of Financial Performance on a straight line basis over the term of the lease.

The NDC is not party to any financial lease contracts and therefore is not reporting any assets or liabilities related to financial leases.

1.10. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand, petty cash, current bank accounts, deposits held with banks and other short-term, highly liquid investments.

1.11. Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable, except for exceptional and agreed technical reasons.

1.12. Prepayments

Prepayments and deposits are payments to suppliers, employees and other NATO entities in advance of the period to which they pertain.

1.13. Property, plant and equipment

Property, plant and equipment (PPE) with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated depreciation and any recognized impairment losses. Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Full depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. PPE is derecognized upon disposal or when no future economic benefit is expected from the use of the asset. The cost and any related accumulated depreciation are removed from the accounting records.

In accordance with IPSAS 17 as adapted by the NAF, all assets qualified as PPE and under the control of the NDC at the reporting date have been capitalized if exceeding the set capitalization thresholds, and recognised as non-current assets in the statement of financial position. Land and buildings are offered for use to the NDC by the MOD Italy. The values of land and building represent the historic cost as provided by the MOD Italy.

1.14. Impairment of tangible assets

The carrying values of non-current assets are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the statement of financial performance in the year concerned.

1.15. Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are initially recognized at their fair value and subsequently measured at amortized cost. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received but not yet invoiced.

1.16. Deferred revenue and advances

Deferred revenue represents contributions from nations and/or third parties that have been called for current or prior years budgets but that have not yet been recognized as revenue. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities. Advances are contributions called or received related to future budgets.

1.17. Employee benefits

The NDC civilian employees either participate in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) or the Coordinated Pension Scheme (NATO Defined Benefit Plan).

The assets and liability for all NATO post-employment benefit schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters by the International Staff and therefore are not recognized in these financial statements.

Defined Contribution plan: The assets of the plan are held separately from those of NDC in funds under the control of independent trustees or an administrator. The NDC is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognized as an expense when

employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of NDC with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

Defined Benefit plan: Employees who have joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme which is a funded defined benefit plan. Under the plan and upon completion of 10 years of employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60. Staff members whose length of service is not sufficient to entitle them to a retirement pension are eligible for a leaving allowance.

Continued Medical Coverage: Some qualifying retirees may also benefit from Continued Medical Coverage (CMC).

1.18. Revenue recognition

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund the entity's budgets. It is recognized as revenue in the Statement of Financial Performance in the year for which the contributions are used for their intended purpose as envisioned by the budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

1.19. Financial result

The financial result represents the net of bank interest earned, bank charges incurred and exchange rate gains and losses due to transactions in foreign currency. It is recognized as a payable to nations in order to return it to the nations.

2. Cash and cash equivalents

(in EUR)	2021	2020
Cash Accounts	10,709	49,595
Petty Cash and Advances	2,500	2,500
Current Bank Accounts in Euros	5,091,373	5,532,300
Cash Equivalent	100,186	100,133
Total	5,204,768	5,684,528

Cash and cash equivalents are short-term liquid assets. Deposit accounts are held in interest bearing bank accounts in immediately available funds. Cash holdings are largely determined by the timing of receipts from the nations, which arrive in two instalments, generally in April and December.

Cash equivalents are held in euros and are funds invested on a short term deposit or business account.

Reduction in cash accounts with respect to the previous financial year is the result of the progressive implementation of a zero-cash policy at the NDC.

3. Receivables

(in EUR)	2021	2020
Receivables from NATO Entities	236,367	4,362
Receivables from Governments / Gov. Agencies	779	5,224
Receivables from Staff Members	130	6,800
Accrued Revenue	-	51
Total	237,276	16,437

Receivables include outstanding reimbursements from different kinds of debtors, to include other NATO entities, NATO nations, third parties and staff members. The main balance refers on the one side to outstanding invoices issued to the IMS for the collection of expenses related to the delegated portion of the centrally-managed outreach budget (BC501) and on outstanding reimbursements related to the latest field study of the Senior Course on the other.

4. Prepayments and Advances

(in EUR)	2021	2020
Advances – Non Assigned Expenditures	1,848	-
Advances – Vendors	17,542	1,725
Total	19,390	1,725

Advances mainly relate to urgent software licences that had to be operational as from 1 January 2022.

5. Property, Plant and Equipment

	Land	Buildings	Installed Equipment	Machinery	Automated Information Systems	Totals
Cost						
Balance at 1 January 2020	7,718,220	7,119,426	2,548,470	83,438	160,838	17,630,391
Additions	-	-	5,733	-	-	5,733
Balance at 31 December 2020	7,718,220	7,119,426	2,554,203	83,438	160,838	17,636,124
Additions	-	-	631,498	22,556	88,187	742,241
Balance at 31 December 2021	7,718,220	7,119,426	3,185,700	105,994	249,025	18,378,365
Accumulated depreciation						
Balance at 1 January 2020	-	(3,449,311)	(1,165,979)	(54,457)	(84,404)	(4,754,151)
Depreciation expense	-	(177,986)	(250,004)	(7,764)	(39,453)	(475,207)
Balance at 31 December 2020	-	(3,627,297)	(1,415,983)	(62,220)	(123,858)	(5,229,358)
Depreciation expense	-	(177,986)	(231,228)	(7,952)	(33,390)	(450,555)
Balance at 31 December 2021	-	(3,805,282)	(1,647,211)	(70,172)	(157,248)	(5,679,913)
Net book value						
Balance at 31 December 2020	7,718,220	3,492,129	1,138,219	21,217	36,980	12,406,766
Balance at 31 December 2021	7,718,220	3,314,144	1,538,489	35,821	91,777	12,698,451

The following thresholds and useful lives are used in the calculation of depreciation:

Category	Threshold – per item (no grouping)	Depreciation life
Land	€ 200,000	N/A
Buildings	€ 200,000	40 years
Installed equipment	€ 5,000	10 years
Machinery	€ 5,000	10 years
Furniture	€ 5,000	10 years
Automated information systems	€ 5,000	3 years

The depreciation charge for the year was 450,555 EUR (2020: 475,207 EUR).

In accordance with the NATO Financial Regulations (art. 17) an annual summary of property written-off in 2021 is provided in the following table.

Items (Quantity)	Purchased in	Net Book value	Total Cost	Report of Survey	Reason for write-off
Installed Equipment (66)	2003 → 2020	-	34,847	01-02-04-11/2021	Beyond state of repair. No longer serviceable.
Machinery (4)	1989, 1999, 2003	-	31,467	05-13/2021	
Automated Information Systems (67)	2006 → 2016	-	9,571	09-15/2021	
Furniture (292)	1967 → 2015	-	92,430	01-03-06-07-10-12-14-16/2021	
Total		-	168,315		

6. Payables

(in EUR)	2021	2020
Payables to Suppliers	747,313	138,870
Accruals	391,368	221,090
Payables to Nations	305,074	520,377
Other Payables	97,302	37
Total	1,541,057	880,374

Payables are short-term liabilities to third parties directly related to the activities and operations of the NDC. Payables to suppliers include invoices from commercial vendors not yet settled, whereas accruals include goods and services received by year-end, but for which relevant invoices were not received by the reporting date. Additionally, accruals also include the cost associated with the balance of untaken leave at the end of 2021 (696 days - 2020: 668.5 days), amounting to 124,729 EUR (2020: 119,680 EUR).

The average credit period on purchases is 30 days. The NDC has financial risk management policies in place to ensure that all payables are paid within the pre-agreed credit terms.

Payables to nations encompass liabilities from financial result, liabilities from operational result and liabilities from lapses. They will be offset in the 2nd call for contribution 2022.

Exceptionally in 2021 and 2020, nations have decided to convert 2020 surplus funds into advances for the following year. In 2020, nations decided to convert 1.56 MEUR of the 2.0 MEUR 2020 lapses into advances for 2021, reducing the balance of payables to nations. In 2021, nations decided to convert the 520,377 EUR remainder of the 2020 surplus into 2022 advanced contributions, along with the 2022 advance of 2.0 MEUR, for a total of 2,520,377 EUR (see note 7). Nations have not taken a decision to convert the 2021 surplus funds.

Other payables include credits advanced by certain nations to pay the field study costs of their personnel attending the Senior Course. As a number of field studies had to be cancelled or curtailed due to COVID restrictions, such credits will be deducted from future balances due by the relevant nations for the same purpose.

7. Deferred revenue and advances

(in EUR)	2021	2020
Deferred Revenue – carry forwards	1,400,000	657,317
Advance Contributions for next year	2,520,377	4,165,000
Total current deferred revenue	3,920,377	4,822,317
Investment in PPE	12,698,451	12,406,766
Total non-current deferred revenue	12,698,451	12,406,766
Total deferred revenue	16,618,828	17,229,083

Current deferred revenue consists mostly of budget deferred revenue or advanced contributions for the next financial year, but for which corresponding expenses will be incurred after the reporting date. Advance contributions will be deducted from the 1st call for contribution 2022.

Advanced contributions include an element of 2020 surplus funds converted into 2022 advances (see note 6).

Non-current deferred revenue represents the net carrying amount of property, plant and equipment and intangible assets as at 31 December 2021. The revenue will be recognized in the year when the depreciation and amortization expense will be recognized.

8. Revenue

(in EUR)	2021	2020
Revenue from NDC budget 303	9,342,975	7,916,042
Revenue from other NATO budgets	628,876	358,362
Revenue from third party reimbursables	382,345	92
Other revenue	450,555	475,207
Total Revenue	10,804,751	8,749,703

In 2021 the NDC managed the following budgets:

- **NDC Budget (Military Budget code 303):** This revenue relates to the contributions received from the participating nations to exclusively cover the operating expenses of the College.
- **Other NATO budgets:** This revenue is the total from other NATO budgets. In 2021 the NDC managed a portion of the IMS Outreach Budget (budget code 501) in order to conduct Outreach/Cooperation activities with partner nations.
- **Third Party Reimbursables:** This revenue is the total of reimbursable activities conducted by the NDC, to include the NATO-Iraq Trust Fund.

Other revenue is revenue released from deferred revenue in respect of PPE depreciation.

9. Personnel

Employees are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host nation and the protocols of NATO.

The breakdown of personnel expenses is the following:

(in EUR)	2021	2020
Employment of Personnel	5,153,710	4,924,251
Recruitment and Separation	9,496	70,963
Clothing	1,496	1,467
Medical Examinations	14,016	26,112
Training	17,966	13,853
Post-Employment Benefits	247,174	238,854
Total	5,443,858	5,275,500

The balance of untaken leave at the end of 2021 was 696 days (2020: 668.5 days). The associated cost is recognized as an accrual.

Peacetime Establishment (PE):

	Authorized PE	Filled Positions
Civilians	53	50
Military (IMP)	52	44
Voluntary National Contribution (VNC)	1	4
Host Nation	32	30
Partnership Posts	4	3
Total	142	131

10. Contractual Supplies and Services

Contractual Supplies and Services are expenses required for administrative support to the NDC and include expenses for general administrative overheads, and the maintenance costs of buildings/grounds, communications and information systems, transportation, travel expenses, representation/hospitality and miscellaneous expenses.

Operating Leases: All leases of the NDC are operating leases as they do not transfer substantially all the risks and rewards incidental to ownership, they do not cover all of the assets' life, the ownership is not transferred by the end of the lease term and do not contain a bargain purchase option. Lease payments are recognized as an expense on a straight-line basis over the lease term.

In 2021, the NDC had only one non-cancellable operational lease contract related to the rental of copy machines for an amount of EUR 32,883 (2020: 32,883 EUR).

The future minimum lease payments are as follows:

- Less than one year: EUR 32,883
- Between one and five years: EUR 2,740
- Total non-cancellable operating lease payments: EUR 35,623

11. Related Parties Disclosure

The key management personnel includes: the Commandant, the Dean, the Director of Management, and the Head of Budget & Finance Branch. They are all rotated, typically every three years, and with the exception of the Head of Budget & Finance Branch, have only management oversight of routine operating and maintenance activities. The detailed work related to these tasks tends to be undertaken by staff officers.

The Financial Controller is also the Financial Controller of the International Military Staff and the Science and Technology Organization. The NDC, IMS and STO are therefore related parties under a common Financial Controller.

The other key management personnel of the entity have no significant known related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Key management is remunerated in accordance with the applicable national or NATO pay scales. They do not receive from NATO any additional remuneration for Board responsibilities or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans over and above those available to all NATO personnel under normal rules.

During the year, the NDC entered into non material transactions with other NATO entities outside the IMS Budget Group. The fees charged for these transactions were an appropriate allocation of the costs incurred.

12. Representation Allowance

Representation Allowance is allocated to certain designated high level officials whose position entails responsibility for maintaining relationships of value to NATO.

In 2021, one senior NDC official received representation allowance. The total entitlement was 3,379 EUR (2020: 4,317 EUR) and the actual expenses were 3,379 EUR (2020: 1,885 EUR) .

13. Events after reporting date

There have been no other material events between the reporting date and the date the financial statements are authorized for issue that would affect the amounts recognized in these financial statements.

14. Morale and Welfare Activities

The NDC carried out Morale and Welfare Activities (MWA) in 2021 for which a detailed annual special purpose report is presented to the Budget Committee. Morale and Welfare Activity is an activity of a NATO body that enhances the quality of life, promotes cohesion and integrity, and/or contributes to the physical and mental wellbeing of eligible individuals. At the NDC, the MWA mainly relate to petrol products, rationed items and a small shop offering mementoes and other few items.

The position of MWA at year-end is:

(in EUR)	2021	2020
Cash and cash equivalents	64,670	62,741
Total liabilities including provisions and contingent liabilities	980	820

Two staff members support the MWA as a minor part of their duties. The total extent of their MWA responsibilities amounts to less than one part-time equivalent.

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 1 - BUDGET EXECUTION STATEMENTS FOR THE YEAR ENDED 31/12/2021

A) NDC Budget (Military Budget Code 303)

Budget Currency EURO	Initial Budget BA-1	Transfers	BA-2	Transfers	BA-3	Transfers	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Carry Forward	Lapsed
BUDGET 303 - 2021												
Chapter 1	6,424,246	(216,410)	6,207,836	(221,350)	5,986,486	(274,286)	5,712,200	-	5,394,953	5,394,953	-	317,247
Chapter 2	3,668,932	122,910	3,791,842	221,350	4,013,192	344,593	4,357,785	500,000	3,857,754	4,357,754	500,000	31
Chapter 3	1,052,000	93,500	1,145,500	-	1,145,500	(70,307)	1,075,193	900,000	175,193	1,075,193	900,000	1
TOTAL FY 2021	11,145,178	-	11,145,178	-	11,145,178	-	11,145,178	1,400,000	9,427,899	10,827,899	1,400,000	317,279
BUDGET 303 - 2020												
Chapter 2	147,121	-	147,121	-	147,121	-	147,121	-	147,121	147,121	-	-
Chapter 3	510,196	-	510,196	-	510,196	-	510,196	-	510,196	510,196	-	-
TOTAL FY 2020	657,317	-	657,317	-	657,317	-	657,317	-	657,317	657,317	-	-
BUDGET 303 - ALL FYs												
Chapter 1	6,424,246	(216,410)	6,207,836	(221,350)	5,986,486	(274,286)	5,712,200	-	5,394,953	5,394,953	-	317,247
Chapter 2	3,816,053	122,910	3,938,963	221,350	4,160,313	344,593	4,504,906	500,000	4,004,875	4,504,875	500,000	31
Chapter 3	1,562,196	93,500	1,655,696	-	1,655,696	(70,307)	1,585,389	900,000	685,388	1,585,388	900,000	1
GRAND TOTAL BUDGET 303 ALL FYs	11,802,495	-	11,802,495	-	11,802,495	-	11,802,495	1,400,000	10,085,216	11,485,216	1,400,000	317,279

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

B) Other NATO Budgets & Third Party Reimbursables

Budget Currency EURO	Initial Budget	Transfers Adjustments	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Lapsed
REIMBURSABLE BUDGETS							
BUDGET 2021 ZNC (501/IMS - PfP)*	413,000	(227,678)	185,322	-	185,322	185,322	-
BUDGET 2021 ZNC (501/IMS - MD)*	429,500	(125,334)	304,166	-	304,166	304,166	-
BUDGET 2021 ZNC (501/IMS - ICI)*	58,500	(58,500)	-	-	-	-	-
BUDGET 2021 ZNC (501/IMS - OMC)*	207,000	(67,612)	139,388	-	139,388	139,388	-
TOTAL 2021	1,108,000	(479,124)	628,876	-	628,876	628,876	-
TOTAL REIMBURSABLE BUDGETS	1,108,000	(479,124)	628,876	-	628,876	628,876	-
(*) According to the IMS Directives, since Budget 501 (Outreach PfP, MD, ICI and OMC) is reimbursable, the accrued and carried forward amounts are shown in both IMS and NDC books. Expenses are recognized / recorded on an accrual basis.							
REIMBURSABLE EXPENSES							
BUDGET 2021 N04 (TRUST FUNDS)	66,553	-	66,553	-	66,553	66,553	-
BUDGET 2021 Z01 (REIMBURSABLE EXPENSES)	315,792	-	315,792	-	315,792	315,792	-
TOTAL 2021	382,345	-	382,345	-	382,345	382,345	-
TOTAL REIMBURSABLE EXPENSES	382,345	-	382,345	-	382,345	382,345	-
TOTAL REIMBURSABLE BUDGETS & EXPENSES	1,490,345	(479,124)	1,011,221	-	1,011,221	1,011,221	-

In accordance with the NFRs, article 34.4, the NDC has included within its financial statements a budget execution report of its main budget (military budget code 303) that shows the initial budget allocations, the in-year changes as authorized under the authority of the Financial Controller or by the Budget Committee, the final approved budget and its execution status for the financial year 2021. Funds lapsed and carried forward are also included. In addition thereto, a budget execution statement for all reimbursable budgets managed by the NDC has also been included.

The budgets and the financial statements are not prepared on the same basis. In the financial statements current year depreciation is recognized as an expense, while in the budgets all non-current assets are fully expensed during the year. The following table summarizes the differences:

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

(in EUR)	2021
Expenses NDC Budget (BC303)	10,085,216
Total reimbursable budgets	628,876
Total reimbursable expenses	382,345
Total Expenses All Budgets	11,096,437
Capital and investments	(742,241)
Depreciation	450,555
Total Expenses, Statement of Financial Performance	10,804,751



**Office of the Chief Scientist
Bureau du Directeur Scientifique**

Headquarters - Brussels – Belgium | Siège - Bruxelles - Belgique



31 March 2022

STO-OCS(2022)0031

Chair
International Board of Auditors for NATO (IBAN)

Subject : The Science and Technology Organization consolidated Financial Statements for the Year ended 31 December 2021

1. Please find attached the 2021 Science and Technology Organisation (STO) Financial Statements, issued in accordance with NATO Financial Regulation (NFR) Article 35.1, and the STO Charter C-M(2012)0046 Article 25.
2. I can confirm that, in accordance with NFR Financial Rules and Procedures (FRP) XXXV (4), the STO can agree to public disclosure of these Financial Statements.
3. Notwithstanding the above, as stated in C-M(2012)0041, public disclosure of IBAN Audit Reports is a matter for Council decision, based upon the recommendation of the RPPB. Decisions are informed by the NATO policy on public disclosure of documents (C-M(2008)0116).
4. The IBAN Audit Report covering these Financial Statements has not been completed, but should be issued to Council prior to 31st August 2022 (NFR 15.2). As such, the STO is not yet in a position to anticipate any potential representations that may be made to the RPPB, regarding the Audit Report.
5. The STO therefore reserves its position on public disclosure of the eventual IBAN Audit Report.

Sincerely yours

Dr Bryan WELLS
NATO Chief Scientist
STB Chairman

Annex 1: STO Financial Statements FY 2021

1 Annex

Copy to: Financial Controller International Military Staff & Science and Technology Organization,
Director Collaboration Support Office (CSO),
Director Center Maritime Research and Experimentation (CMRE)
Head of Finance CSO
Head of Finance CMRE

Consolidated financial statements of the

NATO SCIENCE AND TECHNOLOGY ORGANIZATION

for the year ended 31 December 2021



Index

Introduction	3
Statement on Internal Control.....	5
STO Consolidated Statement of Financial Position.....	8
STO Consolidated Statement of Financial Performance	9
STO Consolidated Cash Flow Statement.....	10
STO Consolidated Statement of Changes in Net Assets	11
Notes to the STO Consolidated Financial Statements	12
1. Significant accounting policies	12
1.1. Basis of preparation	12
1.2. Accounting estimates and judgments.....	12
1.3. Changes in accounting policies	12
1.4. Changes in pronouncements	13
1.5. Foreign currency transactions	13
1.6. Consolidation	14
1.7. Services in-kind	14
1.8. Financial instruments disclosure/presentation	14
1.9. Cash and cash equivalents	15
1.10. Receivables.....	15
1.11. Prepayments	15
1.12. Property, plant and equipment (PP&E)	16
1.13. Impairment of tangible and intangible assets	16
1.14. Payables	16
1.15. Deferred revenue.....	16
1.16. Advances	16
1.17. Employee benefits – Post-employment benefits.....	17
1.18. Net Assets	17
1.19. Revenue	17
2. Cash and cash equivalents	18
3. Receivables	18
4. Prepayments	18
5. Property, plant and equipment	19
6. Payables	21

7. Deferred revenue.....	21
8. Advances	21
9. Other current liabilities	22
10. Deferred Revenue – Non-current liabilities	22
11. Net Assets	22
12. Revenue	23
13. Personnel	24
14. Contractual supplies and services.....	25
15. Contingent liabilities	25
16. Segment reporting	25
17. Related parties	26
18. Representation allowance	27
19. Morale and Welfare Activities	27
20. Events after the reporting date	28
Annex 1: Budget Execution Statements.....	29

Introduction

1. The NATO Science & Technology Organization (STO) is a NATO organisation, with a NAC approved Charter¹. The mission of the NATO STO is to help position the Nations' and NATO's S&T investments as a strategic enabler of the knowledge and technology advantage for the defence and security posture of NATO Nations and partner Nations by:

- a. Conducting and promoting S&T activities that augment and leverage the S&T capabilities and programmes of Nations and NATO in support of Alliance objectives;
- b. Contributing to NATO's ability to influence security and defence related capability development and threat mitigation in NATO and partner Nations;
- c. Delivering targeted and timely evidence-based advice in support of decision-making in NATO Nations and NATO.

2. According to the STO Charter, governance of the STO is vested in the Science & Technology Board (STB). The STO has three separate executive bodies, each one with a Head of NATO Body, budget or revenue stream, supported by the STO Financial Controller:

- a. Office of the Chief Scientist (OCS), located in the NATO Headquarters, Brussels, Belgium;
- b. Collaboration Support Office (CSO), located in Neuilly-sur-Seine, France ; and
- c. Centre for Maritime Research & Experimentation (CMRE), located in La Spezia, Italy.

3. The OCS and CSO are NATO common-funded entities and their budgets part of the Military Budget. CMRE is customer funded and its revenue recognized based on goods and services delivered to its customers.

4. The STO 2021 Financial Statements have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF), based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO and the NATO Financial Regulations (NFRs). They are presented in a commonly adopted layout.

5. The International Board of Auditors for NATO (IBAN) issued² an unqualified opinion on the Financial Statements of the Science and Technology Organisation (STO) and on compliance for the financial year 2020. IBAN made two observations and recommendations on the fair presentation of conversion of lapsed appropriations into advanced contributions and on the fact that an improvement was needed in the internal control process for the preparation of financial statements and budget execution statement.

6. The IMS Budget Group covers a number of budgets and entities linked together for financial management purposes by a Financial Controller. The Financial Controller is the Financial Controller of the International Military Staff, the NATO Defense College and the Science and Technology Organization (STO). These entities are therefore related parties under a common Financial Controller.

7. Throughout 2021, the STO experienced and shared in the impact of the COVID-19 pandemic as it took effect in Europe and around the world. The spread of the virus on a pandemic scale, and the

¹C-M(2012)0046

²IBA-A(2020)0122

related response measures necessary for the STO to implement, not only caused deviations from the planned activities but also affected the modus operandi of the Organization.

8. Despite the challenges of the continued COVID-19 pandemic, the OCS maintained its level of support to the STB and ensured efficient STB decision-making through regular virtual meetings. In 2021, the OCS successfully delivered an ambitious reporting programme to inform and advise the Deputies Committee (DPRC) on topics related to Emerging & Disruptive Technologies. This was also the first year of a dedicated programmatic budget for the Chief Scientist. This budget proved very effective in supporting research work in areas such as climate change and space technologies.

9. In 2021, the S&T Collaboration Support Office (CSO) concentrated its efforts on delivering an efficient administrative and executive support to the Science & Technology Collaborative Program of Work (CPoW), investing in offering the STO community a secure virtual working environment and this way somewhat mitigating the unavoidable effect of the pandemic on the STO collaborative activities. In the meantime, the approval of its Peacetime Establishment (PE) Review (effective on 20 August 2021), meant increased activity in recruiting new staff members, implementing a new organization, and defining new processes. Among the key functions the new CSO structure allows, priority will be given towards collaborating with NATO entities to increase the visibility of the S&T Collaborative Model and its outputs.

10. The 2021 CMRE Financial Plan Execution was finalized with revenue of EUR 26.8M compared to Plan of EUR 28.2. After implementing austerity measures across the organization in 2021, there is a minimal accounting loss reported. However, there is an increase in General Reserves and CMRE will be in a position to partially fund the Vessel Dry Dock reserve and begin to repay the Net Equity Fund that was used, as approved by the Board, to pay for Loss of Job Indemnity under the Restructuring Plan.



Dr Bryan Wells
NATO Chief Scientist
Chairman, NATO Science and Technology Board



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller

Statement on Internal Control

The NATO Chief Scientist and Chairman of the Science and Technology Board (STB), together with the Directors of the Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE) and the Collaborative Support Office (CSO), as Heads of the three Executive Bodies of the STO, collectively exercise overall responsibility for STO Risk Management and Internal Control systems, in accordance with Articles 11.1 and 12.1 of the NATO Financial Regulations (NFRs).

The STO Financial Controller is responsible for financial risk management and for establishing financial risk management standards (NFR Financial Rules and Procedures XI.3 and XI.4). In addition, the Financial Controller is responsible for the system of internal financial and budgetary control (NFR 12.2).

The systems of Risk Management and Internal Financial Control are based on an on-going process designed to identify the principal risks to the achievement of STO policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently, effectively and economically. This process has been in place for the year ended 31 December 2021 and up to the date of these Financial Statements.

The systems of Risk Management and Internal Financial Control are designed to manage and minimize rather than entirely eliminate risk at the STO. Risk management and internal financial controls can therefore provide only a reasonable, but not absolute, assurance of effectiveness. The risks addressed at the STO include risks to STO operational aims and objectives; compliance with the NFRs; the reliability of financial information; and the safeguarding of assets.

The risk management and financial control processes at the STO provide a network of internal controls that can be assessed using the five key components of the COSO Framework:

Control Environment

The culture and ethical values of the overall control environment are established by senior management. Measures for the promotion of ethical values include: STO participation in the NATO-wide 'Building Integrity' Initiative; the promulgation of the NATO Code of Conduct to all STO staff; and disclosures on any senior management related party transactions in the annual financial statements.

Oversight is provided by the Science and Technology Board (STB), supported by various sub-groups, who routinely scrutinize STO Senior Management reports on strategic operational matters.

On financial matters, interim Budgetary Execution Reports are presented to and reviewed by the NATO Budget Committee two times a year for the common-funded entities. In addition, STO financial requirements comprising the yearly budget proposals are screened and reviewed by the Nations at various oversight fora. For the customer-funded entity, the financial execution and the annual financial plan are submitted to and screened by the STB Finance and Audit Sub-Group (FASG).

The overall structure of the STO incorporates clearly defined responsibilities and authorities

in the pursuit of operational objectives. In this regard, the Finance and Audit Sub-Group (FASG) mission is to prepare the decision making process of the STB, pertaining to the financial and audit governance of the STO and the STO's Executive Bodies. The scope of the FASG activities covers all financial, audit and financial risk aspects of the STB's Governance.

Risk Assessment

The STO continues to develop internal risk management policies and procedures, adapting existing risk management frameworks, to better identify those events that if occurring may affect the achievement of its objectives.

The heads of each executive body regularly monitor actions mitigating the significant risks identified. Risk management processes continue to be developed, with the assistance of external consultants when necessary.

The Science and Technology Board (STB) is routinely informed about risks affecting the STO, via the work of the STB Finance and Audit Sub-Group (FASG).

Although in the course of 2021 some of the planned efforts were adversely affected by the limitations imposed by COVID-19, it is anticipated that in the course of 2022 the STO and its executive bodies will deploy relevant initiatives to further enhance the understanding of the risks which are implied in the set strategy, in order to anticipate adverse events and take the necessary corrective measures.

Control Activities

In the financial domain, the STO finance and accounting system (FinS) has built-in approval workflows and controls, together with audit trails. The controls are designed in order that the transactions are recorded consistently, accurately and in accordance with the applicable rules and regulations.

The heads of each executive body are supported by executive management boards who meet on a routine basis to review internal processes and to inform decision-making.

Information and Communication

STO internal communications are enhanced by strong reporting lines. The STO has extensive guidance on the management of information and communications. This promotes effective communications in pursuit of operational objectives. Communication also provides for the effective functioning of internal control. The FASG, for example, reports to the STB.

The STO communicates externally on matters affecting the functioning of internal control mechanisms including the Statement on Internal Control, which is included in the financial statements. External Audits include examinations of internal controls and compliance. The results of these audits are reviewed by various oversight authorities and made available to the general public along with the financial statements.

Monitoring

An outsourced Internal Audit service provider is engaged on a periodic basis, to undertake

internal audit assignments. The STO is also subject to annual external audit from the International Board of Auditors for NATO (IBAN).

Recommendations and observations arising from audits are assessed by the FASG, which vets the remediation actions, reporting the results to the STB.

The Chairman of the STB, the Heads of NATO body of CSO and CMRE and the Financial Controller have collective responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. The review is informed by the above five COSO components, and by the work of STO Senior Managers, external audits, internal audits, and the work of various sub-groups reporting to the STB, including the Finance and Audit Sub-Group (FASG).

The IBAN audit of the STO 2020 Financial Statements resulted in an unqualified opinion, with an observation to strengthen the internal control process over the preparation of the financial statements. The STO has taken the necessary steps to improve the preparation and review process for the production of the financial statements by ensuring that information and tables are rigorously and independently reviewed before they are issued.

The STO continues to work on all outstanding IBAN observations. A particular focus is on improving the implementation of risk management practices specifically tailored to each of the executive bodies. This was also suggested by the follow-up on the Internal Audit Mission on Risk Management conducted by NCIA in 2021, areas of improvements still exist and as such, in the course of 2022, the STO will further enhance the effectiveness of its risk management framework.

Overall, we are satisfied that the Risk Management and Internal Financial Control systems in operation across the STO during the year 2021 were reasonably adequate and effective.



Dr Bryan Wells
NATO Chief Scientist
Chairman, NATO Science and Technology Board



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller

STO Consolidated Statement of Financial Position

as at 31 December 2021

(in EUR)

		<u>2021</u>	<u>2020</u> Restated
	Notes		
Assets			
Current assets			
Cash and cash equivalents	2	7,821,348	8,286,156
Receivables	3	5,637,422	4,942,020
Prepayments	4	341,265	460,987
		<u>13,800,035</u>	<u>13,689,163</u>
Non-current assets			
Property, plant & equipment	5	2,887,016	3,791,339
		<u>2,887,016</u>	<u>3,791,339</u>
Total assets		<u>16,687,051</u>	<u>17,480,502</u>
Liabilities			
Current liabilities			
Payables	6	2,237,966	2,952,119
Deferred revenue	7	725,924	627,544
Advances	8	2,839,152	3,728,508
Other current liabilities	9	1,100,610	233,387
		<u>6,903,652</u>	<u>7,541,558</u>
Non-current liabilities			
Deferred revenue	10	814,207	347,075
		<u>814,207</u>	<u>347,075</u>
Total liabilities		<u>7,717,859</u>	<u>7,888,633</u>
Surplus/Deficit		(622,677)	(2,270,996)
Retained earnings	11	9,591,869	11,862,865
		<u>8,969,192</u>	<u>9,591,869</u>
Total net assets		<u>8,969,192</u>	<u>9,591,869</u>
Total net assets and liabilities		<u>16,687,051</u>	<u>17,480,502</u>



Dr Bryan Wells
NATO Chief Scientist
Chairman, NATO Science and Technology Board



Rui M.M. da Silva
PRTCV - Financial Controller

The notes on pages 12 to 28 form an integral part of these financial statements.

The financial statements were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31 March 2022.

STO Consolidated Statement of Financial Performance

for the year ended 31 December 2021

(in EUR)

		<u>2021</u>	<u>2020</u> <u>Restated</u>
	Notes		
Revenue			
Revenue	12	33,776,586	31,845,422
Financial revenue		173,368	18,164
Total revenue		<u>33,949,954</u>	<u>31,863,586</u>
Expense			
Personnel	13	21,828,329	19,358,581
Contractual supplies and services	14	11,118,829	12,909,378
Depreciation	5	1,435,532	1,600,413
Financial costs		189,941	266,210
Total expense		<u>34,572,631</u>	<u>34,134,582</u>
Surplus/(Deficit) for the period		<u>(622,677)</u>	<u>(2,270,996)</u>

STO Consolidated Cash Flow Statement

for the year ended 31 December 2021

(in EUR)

		2021	2020 Restated
Cash flow from operating activities	Notes		
Surplus/(Deficit)		(622,677)	(2,270,996)
Non-cash movements			
Depreciation	5	1,435,532	1,600,413
Increase / (decrease) in payables		(714,153)	(158,022)
Increase / (decrease) in deferred revenue		98,379	220,866
Increase / (decrease) in advances		(889,355)	953,378
Increase / (decrease) in other current liabilities		867,223	(51,138)
Increase / (decrease) in deferred revenue		467,132	(52,151)
(Increase) / decrease in other current assets		119,722	(189,163)
(Increase) / decrease in receivables		(695,402)	535,905
Net cash flow from operating activities		<u>66,401</u>	<u>589,092</u>
Cash flow from investing activities			
Purchase of property plant and equipment	5	(531,209)	(594,833)
Net cash flow from investing activities		<u>(531,209)</u>	<u>(594,833)</u>
Cash flow from financing activities			
Net cash flow from financing activities		<u>-</u>	<u>-</u>
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents		<u>(464,808)</u>	<u>(5,741)</u>
Cash and cash equivalent at the beginning of the period		<u>8,286,156</u>	<u>8,291,897</u>
Cash and cash equivalent at the end of the period	2	<u>7,821,348</u>	<u>8,286,156</u>

STO Consolidated Statement of Changes in Net Assets

	Commitments / Legal Obligations	Depreciation Reserve	Vessels Reserve	Net Equity Fund	General Reserve	Total
Balance at the end of the period 2019	1,459,488	4,397,694	615,000	3,500,000	1,890,683	11,862,865
Surplus/(deficit) for the period	(204,181)	(953,429)	191,537	-	(1,304,923)	(2,270,996)
Change in net assets/equity for the year ended 2020	(204,181)	(953,429)	191,537	-	(1,304,923)	(2,270,996)
Balance at the end of the period 2020	1,255,307	3,444,265	806,537	3,500,000	585,760	9,591,869
Surplus/(deficit) for the period	(652,315)	(1,371,455)	4,313	(1,184,484)	2,581,264	(622,677)
Change in net assets/equity for the year ended 2021	(652,315)	(1,371,455)	4,313	(1,184,484)	2,581,264	(622,677)
Balance at the end of the period 2021	602,992	2,072,810	810,850	2,315,516	3,167,024	8,969,192

Notes to the STO Consolidated Financial Statements

1. Significant accounting policies

1.1. Basis of preparation

The STO financial statements 2021 have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF). The NAF is based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS), as adopted by NATO. The financial statements comply with the financial requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the relevant entity directives and policies. In instances where there is a conflict between IPSAS and the NFRs, this has been noted.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with Article 2 of the NFRs, the financial year covered by these financial statements is 1 January to 31 December 2021. The financial statements have been prepared on the historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The principal accounting policies are set out below. They have been applied consistently to all periods presented. The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual-based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period.

1.2. Accounting estimates and judgments

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

1.3. Changes in accounting policies

The 2020 comparative balances have been restated to correct a clerical error in the 2020 financial statements as well as to reflect minor changes in accounting policy and presentation.

Prior period correction of error in the 2020 statement of financial position

In the 2020 financial statements, the incorrect amount of 12,197,064 EUR was displayed as retained earnings, on the face of the statement of financial position; this error has been corrected by restating the 2020 comparative balance to the amount of 11,862,865 EUR. The correct balance was used throughout the rest of the 2020 financial statements.

Recognition of financial revenue / financial costs for budget-funded entities

The financial result of the budget-funded entities, i.e. the net of bank interest earned, bank charges incurred and exchange rate gains and losses due to transactions in foreign currency, is collected on behalf of the nations and therefore recognized as a payable to nations. Previously, financial revenue and costs were partially recognized in the statement of financial performance according to the matching principle of revenue and expenses.

This change in accounting policy leads to a reduction of 1,147 EUR for the amounts of financial revenue and financial costs in the 2020 comparatives of the statement of financial performance. The amount of financial revenue in the restated 2020 comparatives is now 18,164 EUR, compared to 19,311 EUR in the 2020 financial statements. The amount of financial costs is reduced from 267,357 EUR in the 2020 financial statements to the restated 2020 comparatives of 266,210 EUR.

As a result, the financial revenue and financial costs that continue to be presented on the face of the STO consolidated statement of financial performance only relate to CMRE.

Presentational change of deficits from financial results

In order to provide more relevant data for the users of the financial statements some presentational change has been made. The excess of financial expenses over financial revenue is no longer presented as a receivable from Nations, but is directly offset against payables to Nations within other current liabilities. The balances related to these changes have been restated accordingly for the 2020 comparative information.

The total amount of other current liabilities on the face of the restated 2020 statement of financial position is now 4,942,020 EUR, reduced by 7,208 EUR from 4,949,228 EUR in the 2020 financial statements while the total amount of other current liabilities is increased by the same amount to 233,387 EUR, compared to 240,596 EUR in the 2020 financial statements.

1.4. Changes in pronouncements

At the date of authorization of these financial statements, the STO has not applied the following new and revised IPSAS that have been issued but are not yet effective. The effective dates of the following have been deferred due to COVID-19:

- IPSAS 41 Financial Instruments
- IPSAS 42 Social Benefits
- Amended or new paragraphs in IPSAS 1, 4, 5, 9, 12, 14, 19, 21, 23, 24, 26, 28, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40

It is not expected that the adoption of or updates to these standards will have a material impact on the financial statements of the STO in future periods.

1.5. Foreign currency transactions

These financial statements are presented in euro (EUR), which is the STO functional and reporting currency. Foreign currency transactions are accounted for at the NATO exchange rates prevailing at

the date of the transaction. Monetary assets and liabilities which were denominated in foreign currencies at year-end are assessed for materiality and if material are converted into euro using the applicable NATO exchange rates as at 31 December 2021. Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of Financial Performance.

1.6. Consolidation

The STO comprises the Science and Technology Board (STB) and three separate executive bodies:

Name	Location
Office of the Chief Scientist (OCS)	Brussels – Belgium
Collaboration Support Office (CSO)	Neuilly-sur-Seine – France
Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE)	La Spezia – Italy

According to Article 25 of the Charter of the NATO Science and Technology Organization, the NATO Chief Scientist, supported by the STO Financial Controller, shall submit consolidated annual financial statements to the STB and the International Board of Auditors for NATO (IBAN).

The three bodies each have a separate Director (Head of NATO Body), and a separate budget or revenue stream. None of the bodies has control over the others, as defined in IPSAS 35 - paragraphs 18-22. CSO and OCS are common funded entities and CMRE is customer funded.

Morale and Welfare Activities (MWA) such as sport, community service, retail and concessionary activities are only conducted by the CMRE. In accordance with the NATO Accounting Framework departure from IPSAS 6, these activities are not consolidated into the respective financial statements of NATO reporting entities. More information on MWA is disclosed in note 19.

1.7. Services in-kind

The STO received services in-kind in the form of military personnel provided by the NATO nations. Such personnel are assigned to specific military positions on the Personnel Establishment (CMRE) and Peacetime Establishments (CSO and OCS) of the executive bodies and/or provided as voluntary contributions. This also includes military personnel assigned to the crew of the research vessels Alliance and Leonardo. In these financial statements, services in-kind are recognized neither as revenue nor as an asset.

1.8. Financial instruments disclosure/presentation

STO uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and cash transfers between NATO entities.

All the financial instruments are recognized in the Statement of Financial Position at their fair value.

Credit risk: In the normal course of business, STO incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. The STO manages its exposure to credit risk by:

Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;

Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2021 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the Statement of Financial Position. Receivables considered uncollectible are adequately accounted for. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments.

Currency risk: The STO's exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as most of its transactions are dealt with in euros. A limited number of transactions are accounted for in other currencies.

Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment of whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities.

For CSO and OCS, there is a very limited exposure to liquidity risk because of the budget funding mechanism that guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasting cash requirements as well as the delay in payment represent the main liquidity risk. For CMRE, liquidity risk is minimized by the cash available in the Net Equity Fund (NEF) and by the policy of requiring pre-payments and milestone payments from customers.

Interest rate risk: The organization is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

1.9. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand and deposits held with banks.

1.10. Receivables

Receivables are stated at net realizable value after provision for doubtful and uncollectible debts. It can also include amounts due from other NATO entities and/or staff members.

Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

1.11. Prepayments

Prepayments and deposits are payments to suppliers, employees and other NATO entities in advance of the period to which they pertain.

1.12. Property, plant and equipment (PP&E)

Property, plant and equipment with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated depreciation and any recognized impairment losses.

Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Monthly depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Property, plant and equipment is derecognized when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated depreciation are removed from the accounting records.

Assets purchased prior to the implementation of the NATO Accounting Framework

In accordance with the NATO Accounting Framework adaptation of IPSAS 17, Property, plant and equipment acquired prior to 1 January 2013 has been fully expensed and the STO does not foresee any grouping of assets. STO owns or controls approximately 100 assets purchased before 1 January 2013, amongst them the NATO Research Vessel Alliance and the Coastal Research Vessel Leonardo. In accordance with the NATO Accounting Framework, the STO capitalizes within the relevant equipment category, improvements made to the assets on or after 1 January 2013.

1.13. Impairment of tangible and intangible assets

The carrying values of non-current assets are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the statement of financial performance in the year concerned.

1.14. Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are recognized at their fair value. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received but not yet invoiced.

1.15. Deferred revenue

For CSO and OCS, deferred revenue represents contributions from nations and/or third parties that have been called for current or prior year budgets but that have not yet been recognized as revenue.

For CMRE, deferred revenue represents revenue from customers for current or prior year activities for which goods have not been delivered or services have not been rendered at year-end.

1.16. Advances

For CSO and OCS, advances are income or contributions from member nations or third parties called or received, that are related to future budgets. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

For CMRE, advances from customers are either cash received as working capital or result from advance billing to customers where the rate of expenditure has fallen behind the agreed payment milestones.

1.17. Employee benefits – Post-employment benefits

STO employees participate either in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) or in the Coordinated Pension Scheme.

The assets and liabilities for all of NATO's post-employment benefit schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters by the International Staff (NATO IS) and therefore are not recognized in these financial statements.

Defined Contributions Pension Scheme: The assets of the plan are held separately from those of STO in funds under the control of an independent Administrator. The STO is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognized as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of STO with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

Coordinated Pension Scheme: Employees who joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme, which is a funded defined benefit plan. Under the plan and upon completion of 10 years employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60.

Continued Medical Coverage: Some qualifying retirees may also benefit from Continued Medical Coverage (CMC).

1.18. Net Assets

Net assets are the residual interest in the assets of the entity after deducting its liabilities.

NATO entities perform their activities on a no profit/no loss basis over the reporting period. However, this does not prohibit the realization of an operating surplus or deficit in the financial reporting period.

1.19. Revenue

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund STO activities. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

For CSO and OCS, revenue is recognized in the Statement of Financial Performance in the year for which the contributions are used for their intended purpose as envisioned by the budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly. Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

For CMRE, revenue is recognized as goods and services are delivered to customers.

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable.

Exchange rate revenue due to transactions in foreign currency, in accordance with IPSAS 4 – Effect of

the foreign exchange rate, is recognized as financial revenue.

2. Cash and cash equivalents

	(in EUR)	
	2021	2020
Petty cash	2,869	846
Current accounts	7,818,479	8,285,310
Total	7,821,348	8,286,156

Cash and cash equivalents are short-term liquid assets, held in EUR, GBP and USD. Deposits are held in interest bearing bank accounts in immediately available funds. For CSO and OCS, cash holdings are largely determined by the timing of receipts from the nations, which arrive in two instalments, generally in April and December.

3. Receivables

	(in EUR)	
	2021	2020 Restated
Receivable from non consolidated NATO entities	209,499	63,749
Receivable from governments	65,286	11,592
Other receivables	5,362,637	4,866,679
Total	5,637,422	4,942,020

Other receivables are mainly invoices to be established for services that have been provided to CMRE customers, including NATO HQ SACT, but not invoiced at the end of the reporting period.

4. Prepayments

	(in EUR)	
	2021	2020
Prepaid expenses	221,519	231,547
Advances to vendors	119,746	229,440
Total Prepayments	341,265	460,987

Prepaid expenses are amounts paid for expenses incurred or services rendered, but for which the benefits continue to flow in the following financial years. The figure relates, for the most part, to CMRE prepaid insurance for the two vessels and software licenses.

Advance to vendors is payment for which goods have not been received, or services have not been rendered.

5. Property, plant and equipment

(in EUR)						
	Mission equipment	AIS equipment	Vehicles	Installed equipment	Work in progress	Total
Gross Book Value (1 Jan 2020)	4,580,499	509,415	55,608	2,852,593	652,427	8,650,542
Accumulated Depreciation	(2,418,328)	(426,544)	(17,301)	(991,450)	-	(3,853,622)
Net Book Value (1 Jan 2020)	2,162,171	82,871	38,307	1,861,143	652,427	4,796,920
Additions in 2020	369,516	222,295	-	-	3,022	594,833
Adjustments in 2020	-	652,427	-	-	(652,427)	-
Depreciation in 2020	(1,061,142)	(242,370)	(11,141)	(285,760)	-	(1,600,413)
Net Book Value (31 Dec 2020)	1,470,545	715,223	27,166	1,575,383	3,022	(1,600,413)
Gross Book Value (31 Dec 2020)	4,950,015	1,384,137	55,608	2,852,593	3,022	9,245,375
Accumulated Depreciation (31 Dec 2020)	(3,479,470)	(668,914)	(28,442)	(1,277,210)	-	(5,454,036)
Net Book Value (31 Dec 2020)	1,470,545	715,223	27,166	1,575,383	3,022	3,791,339

(in EUR)						
	Mission equipment	AIS equipment	Vehicles	Installed equipment	Work in progress	Total
Gross Book Value (1 Jan 2021)	4,950,015	1,384,137	55,608	2,852,593	3,022	9,245,375
Accumulated Depreciation	(3,479,470)	(668,914)	(28,442)	(1,277,210)	-	(5,454,036)
Net Book Value (1 Jan 2021)	1,470,545	715,223	27,166	1,575,383	3,022	3,791,339
Additions in 2021	-	-	47,416	483,793	-	531,209
Adjustments in 2021	-	-	-	3,022	(3,022)	-
Depreciation in 2021	(827,363)	(303,025)	(11,907)	(293,237)	-	(1,435,532)
Net Book Value (31 Dec 2021)	643,182	412,198	62,675	1,768,961	-	2,887,016
Gross Book Value (31 Dec 2021)	4,950,015	1,384,137	103,024	3,339,408	-	9,776,584
Accumulated Depreciation (31 Dec 2021)	(4,306,833)	(971,939)	(40,349)	(1,570,447)	-	(6,889,568)
Net Book Value (31 Dec 2021)	643,182	412,198	62,675	1,768,961	-	2,887,016

Property, plant and equipment are capitalized in the following categories:

Category	Useful life	Threshold
Mission equipment	3	50,000
Automated information systems equipment	3	50,000
Vehicles	5	10,000
Installed equipment	10	30,000

The depreciation charge for the year was 1,435,532 EUR (2020: 1,600,413 EUR)

The premises of the three entities are generally provided by the Host Nation at no cost or at a nominal charge. Leaseholds improvements made after 1 January 2013 are capitalized in accordance with the STO accounting policies.

STO – Assets purchased prior to the implementation of the NATO Accounting Framework

In accordance with the NATO Accounting Framework, PP&E acquired prior to 1 January 2013 has been fully expensed and the STO does not foresee any grouping of assets.

CSO owns one staff car purchased before 1 January 2013.

CMRE owns approximately 100 assets purchased before 1 January 2013.

- *Vessels*
 - *The NRV Alliance*
 - *The CRV Leonardo*
- *IT Equipment*
 - *Disaster recovery*
 - *Satellite communication system*
 - *Various workstations and servers*
- *Mission Equipment*
 - *Multiple types of autonomous vehicles*
 - *Towed acoustics arrays*
 - *Multiple types of sonar*
- *Vehicles (car and forklift)*
- *Machinery (shredding machine)*
- *Installed Equipment*
 - *Air condition systems for the new and old building*
 - *Uninterrupted Power Supply (UPS) systems*
 - *TV closed circuit system*

NATO Research Vessels

The NATO vessels NRV Alliance and CRV Leonardo are used to carry out the CMRE programme of work for its customers. The CMRE and its predecessor organizations acquired full operational control and beneficial ownership of these two NATO vessels in 1988 and 2002 respectively. Following a North Atlantic Council decision on 21 December 2015, custody of both vessels (on behalf of NATO) was transferred from the Supreme Allied Commander Transformation, to the STO Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE) with effect from 1 January 2016.

The vessels are operated by the Italian Navy under Italian flagging and Italian military crew as agreed in a memorandum of understanding between the CMRE and Italy.

Notwithstanding the formal transfer in custody effective 1 January 2016, both vessels have been under the full operational control of the CMRE since their introduction into service in 1988 and 2002. The transfer of custody on behalf of NATO was a non-adjusting event. The acquisition date of both vessels remains unchanged. In accordance with the NATO Accounting Framework, the STO considers Property, Plant and Equipment (PP&E) acquired prior to 2013 as fully expensed. Therefore, consistent with the accounting treatment in prior years, these assets are not capitalized as PP&E on the face of the STO Consolidated Statement of Financial Position.

In accordance with the NATO Accounting Framework, improvements made to the vessels on or after 1 January 2013 are capitalized within the relevant equipment category.

CMRE intends to operate the vessels for the foreseeable future. Costs related to a potential future divestment have therefore not been assessed nor accounted for. Any future divestment decision (sale, dismantling or donation) regarding these vessels requires formal approval from the North Atlantic Council upon recommendation from the Defence Policy and Planning Committee (Resources) and Resource Policy and Planning Board.

Write-offs

In 2021, no write-offs met the disclosure criteria in the NFRs.

6. Payables

	(in EUR)	
	2021	2020
Payable to suppliers	592,616	1,443,961
Accruals	1,645,350	1,508,158
Total	2,237,966	2,952,119

Payables are short-term liabilities to third parties directly related to the activities and operations of the STO. The average credit period on purchases is 30 days. STO has financial risk management policies in place to ensure that all payables are paid within the pre-agreed credit terms.

Accruals mainly relate to goods and services received before year-end and untaken leave.

7. Deferred revenue

The deferred revenue, in an amount of 725,924 EUR at year-end 2021 (2020: 627,544 EUR), is related to Programme of Work activities (OCS and CSO) and associated commitments not fully delivered by suppliers (carried-forward) at 31 December 2021 due to delays from contractors unable to fulfil their deliveries as planned.

8. Advances

	(in EUR)	
	2021	2020
Advances from customers	663,752	1,186,495
Contributions	2,133,387	2,500,000
Other advances	42,013	42,013
Total	2,839,152	3,728,508

Contributions are cash called or received related to future years' budgets (applicable to CSO and OCS), and advances from customers (applicable to CMRE) for pre-financing of European Community projects.

Advanced contributions include an element of 2020 surplus funds converted into 2022 advances (see note 9).

9. Other current liabilities

	(in EUR)	
	2021	2020 Restated
Payables to nations	542,410	233,387
Liabilities for loss of job indemnity	558,200	-
	1,100,610	233,387

Payables to nations are budget authorizations that were not used during the financial year and miscellaneous income to be returned to the nations. They include lapses, miscellaneous income from operational and financial results.

Exceptionally in 2021 and 2020, nations have decided to convert 2020 surplus funds into advances for the following year. In 2020, nations decided to convert 720,000 EUR of the 955,977 EUR 2020 lapses into advances for 2021, reducing the balance of payables to nations. In 2021, nations decided to convert the 233,387 EUR remainder of the 2020 surplus into 2022 advanced contributions, along with the 2022 advance of 1,900,000 EUR, for a total of 2,133,187 EUR (see note 8). Nations have not taken a decision to convert the 2021 surplus funds, hence the increase in the balance of payables to nations.

A liability in the amount of 558,200 EUR represents the remaining restructure costs to be paid out in 2022 (see note 15).

10. Deferred Revenue – Non-current liabilities

The deferred revenue for the capitalization of PP&E of CSO and OCS in an amount of 814,207 EUR (2020: 347,075 EUR) represents depreciation that has not been incurred. The revenue is recognized incrementally in the same year as the depreciation expense.

11. Net Assets

The deficit of the period of EUR 622,677 reduced the net assets, which are allocated as follows:

Reserve	Commitments / Legal Obligations	Depreciation Reserve	Vessels Reserve	Net Equity Fund	General Reserve	Total
Net Assets 31st December 2020	1,255,307	3,444,265	806,537	3,500,000	585,760	9,591,869
Net change in Vessels Reserve			4,313			4,313
Net change in PPE		(1,371,455)				(1,371,455)
Net change in Commitments	(652,315)					(652,315)
Net change in Net Equity Fund				(1,184,484)		(1,184,484)
Net change in General Reserve					2,581,264	2,581,264
Net Assets 31st December 2021	602,992	2,072,810	810,850	2,315,516	3,167,024	8,969,192
Net result of the period						(622,677)

Commitments/Legal Obligations

The reserve for commitments represents the value of orders for goods and services placed in one financial year, but neither received nor invoiced until the following fiscal year(s).

Depreciation Reserve

The depreciation reserve represents the net book value of assets and a source of future depreciation expense.

Vessels Reserve

The reserve is used to accumulate resources in current periods to fund future major vessel upkeep projects. NRV Alliance undergoes one major and one minor upkeep on a five-year period cycle. In 2021, a minor upkeep was performed in the amount of 745,687 EUR funded by the vessel reserve funds. At year end, a contribution to the vessel reserve fund was made in the amount of 750,000 EUR in preparation for the next upkeep.

Net Equity Fund (NEF)

The STO Charter states that the governing board may establish a Net Equity Fund (NEF) to facilitate the CMRE operations. The fund was established to provide liquidity for projects, to act as a buffer for project gains and losses, and to be a source of funds for investments. The reduction of 1,184,484 EUR represents the Loss of Job Indemnity pay out as disclosed in Note 15 (1,684,484 EUR) less repayment of 500,000 EUR from 2021 revenues. The NEF is to be repaid fully within a three-year period.

General Reserve

This represents the net accumulated surplus available for allocation in subsequent financial periods. In 2021, due to a reduction in expenditures, the general reserve increased by 2,581,264 EUR (2020 decreased by 1,304,924 EUR), after funding the vessel reserve in the amount of 750,000 EUR and the NEF in the amount of 500,000 EUR.

12. Revenue

	(in EUR)	
	2021	2020
Revenue from contributions	7,140,252	6,260,616
Revenue from services	26,636,334	25,584,806
Total	33,776,586	31,845,422

Revenue from contributions is the revenue received from the member nations to cover the operational expenses of CSO and OCS.

Revenue from services is the revenue received from CMRE customers: HQ SACT, European Community and projects funded from industries and other public organizations.

13. Personnel

Employees are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host nation and the protocols of NATO.

The personnel establishments (PE) of the STO entities at 31-Dec-2021 are shown in the table below.

Personnel Establishment	PE - Authorized			PE - Filled		
	Mil	Civ	Total	Mil	Civ	Total
CSO	13	39	52	10	36	46
OCS	4	5	9	2	4	6
CMRE	9	-	9	7	-	7
International Manpower Celling	26	44	70	19	40	59
CMRE - Customer funded positions	-	142	142	-	132	132
Voluntary National Contributions	1	-	1	1	-	1
Total	27	186	213	20	172	192

The breakdown of salaries and other personnel related expenses is as follows:

	(in EUR)	
	2021	2020
Basic salary	13,660,226	13,387,681
Allow ances	2,122,376	2,087,500
Employer's contribution to post-employment benefits	1,149,128	1,081,728
Employer's contribution to insurance	1,719,536	1,684,834
Loss of job indemnities	1,684,484	-
Consultant	345,934	485,877
Other allow ances	1,050,862	545,619
Medical examination	35,189	29,384
Training	60,594	55,958
Total personnel expenses	21,828,329	19,358,581

The restructuring at CMRE led to an increase of personnel expenses for loss of job indemnities and six months' notice payment within other allowances.

Untaken leave

The balance of untaken leave at the end of 2021 is 1,729 days (2020: 2,047 days). The associated cost is recognized as an accrual of 774,449 EUR (2020: 739,028 EUR).

14. Contractual supplies and services

	(in EUR)	
	2021	2020
General support	1,839,016	1,587,255
Mission support	8,733,087	10,654,771
Travel	257,713	222,715
Grants and subsidies	205,050	173,582
Miscellaneous	83,962	108,004
Capital and investments	-	163,051
Total Expenses	11,118,829	12,909,378

Contractual supplies and services include expenses required for STO activities: general administrative costs, maintenance costs of buildings/grounds, communications and information systems, transportation, travel expenses, representation/hospitality and miscellaneous expenses.

15. Contingent liabilities

In 2022, the Italian authorities re-issued a claim to the CMRE for contributions to the Italian National Health System. The claim covers all NATO entities in Italy and dates back to the 1980's. The NATO HQ legal services are aware of this matter, and the claims are suspended pending resolution of the issue between NATO and Italy. As of the date of the financial statements, the CMRE is not aware that the claim will be substantiated, and can make no estimate as to when this case will be resolved. There is a remote possibility of a future obligation and the CMRE assessment is that no settlement will be made.

In 2020 CMRE became aware of an invoice issued in 2019 in the amount of 213,000 EUR for repairs made to the NRV Alliance. CMRE's position is that these repairs, conducted in 2019, were a direct consequence of the supplier's defective workmanship when carrying out prior repairs in 2018. An initial court survey has indicated that CMRE would not be responsible for these costs. If further proceedings result in a liability, some or all of these costs may be reimbursed to CMRE through insurance proceeds.

Due to sequential years of losses at CMRE, restructuring began on 1 June 2021 after STB approval, with 12 posts approved for suppression. The total cost of Loss of Job Indemnity (LOJI) is estimated to be 1,684,484 EUR. The amount of 1,126,284 EUR was paid out in 2021 and the remainder of 558,200 EUR is to be paid out in 2022. As of 31 Dec 2021, there were nine posts suppressed, five voluntary and four involuntary. Three final posts will be suppressed in 2022 and the individuals have already signed agreements with departure dates on or before 31 Dec 2022. There has been one appeal lodged with the NATO Administrative Tribunal against the CMRE related to an involuntary post suppression. The case is expected to be heard in 2022 with the probability of the outcome assessed as uncertain and no reliable estimate can be made at this time.

16. Segment reporting

In accordance with IPSAS 18, the STO discloses segment information for its three executive bodies as provided in the STO Charter: CMRE, CSO and OCS. The inter-entity transactions have been eliminated

at consolidation.

	(in EUR)									
	CMRE		CSO		OCS		CONSOLIDATION		Total	
	2021	2020	2021	2020 Restated	2021	2020	2021	2020	2021	2020 Restated
Segment revenue										
Revenue from contributions			5,684,531	5,383,078	1,455,720	877,538	-	-	7,140,251	6,260,616
Revenue from services	26,811,400	25,584,806	-	-	-	-	(175,065)	-	26,636,335	25,584,806
Financial revenue	173,368	18,164	-	-	-	-	-	-	173,368	18,164
Total segment revenue	26,984,768	25,602,970	5,684,531	5,383,078	1,455,720	877,538	(175,065)	-	33,949,954	31,863,586
Segment expenses										
Personnel costs	16,788,849	14,921,062	4,208,911	3,719,254	830,569	718,265	-	-	21,828,329	19,358,581
Contractual supplies and services	9,257,200	11,141,454	1,411,543	1,608,651	625,151	159,273	(175,065)	-	11,118,829	12,909,378
Depreciation and amortisation	1,371,455	1,545,240	64,077	55,173	-	-	-	-	1,435,532	1,600,413
Financial costs	189,941	266,210	-	-	-	-	-	-	189,941	266,210
Total segment expenses	27,607,445	27,873,966	5,684,531	5,383,078	1,455,720	877,538	(175,065)	-	34,572,631	34,134,582
Surplus/deficit for the year	(622,677)	(2,270,996)	-	-	-	-	-	-	(622,677)	(2,270,996)

	(in EUR)	
	2021	2020
Basic salaries	579,767	556,720
Allowances	61,595	46,317
Post-employment benefits	69,572	66,806
Employer's contribution to Insurance	70,045	66,871
Total	780,979	736,714

18. Representation allowance

Representation allowance is available to certain designated NATO high officials whose position entails responsibility for maintaining relationships of value to NATO. In 2021, three senior STO officials were entitled to representation allowance. The following expenses were made:

Entity	(in EUR)	
	2021	2020
OCS	599	-
CSO	671	3,011
CMRE	2,955	1,509
Total	4,225	4,521

19. Morale and Welfare Activities

The STO carried out Morale and Welfare Activities (MWA) in 2021 for which a detailed annual special purpose report is presented to the relevant Financial Committee. Morale and Welfare Activity is an activity of a NATO body that enhances the quality of life, promotes cohesion and integrity, and/or contributes to the physical and mental wellbeing of eligible individuals. At the CMRE, the MWA mainly relate to common interest clubs, athletic and recreational activities.

The position of MWA at year-end is:

(in EUR)	2021	2020
Cash and cash equivalents	278,468	78,626
Total liabilities including provisions and contingent liabilities	119,519	138,395

At year-end, 0.5 full-time equivalent staff (2020: 0.5 full-time equivalent staff) directly support the MWA.

20. Events after the reporting date

There have been no material events between the reporting date and the date the financial statements are authorized for issue that would affect the amounts recognized in these statements.

Annex 1: Budget Execution Statements

For the common funded elements of the STO, expenses are presented on a different basis in the statement of financial performance when compared to the budget execution statement: the statement of financial performance includes PP&E depreciation expenses, whereas the purchasing costs of PP&E are recognized in the budget execution statement.

OFFICE OF THE CHIEF SCIENTIST

EURO	Initial Budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Carry-Forward	Lapsed
BUDGET 907 (OCS) 2021												
Chapter 71	1,474,223	(500,000)	974,223	-	974,223	-	974,223	-	830,569	830,569	-	143,654
Chapter 72	259,697	500,000	759,697	-	759,697	-	759,697	90,102	625,151	715,253	90,102	44,444
Chapter 73		-		-		-				-	-	-
TOTAL	1,733,920	-	1,733,920	-	1,733,920	-	1,733,920	90,102	1,455,720	1,545,822	90,102	188,098

The significant lapses in 2021 are due to the understaffing in NATO International Civilians Peacetime Establishment positions as well as to the travel restrictions imposed by NATO governments in response to the COVID-19 pandemic.

There is no difference between the actual budget execution amounts as per the OCS budget execution statement and the actual expenses as per the OCS segment reporting (see note 16).

COLLABORATION SUPPORT OFFICE

	Initial Budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Carry-Forward	Lapsed
BUDGET 908 (CSO) 2021												
Chapter 71	4,279,661	-	4,279,661	-	4,279,661	(21,042)	4,258,619	9,975	4,206,707	4,216,682	9,975	41,938
Chapter 72	2,111,594	-	2,111,594	-	2,111,594	(122,321)	1,989,273	408,901	1,283,495	1,692,396	408,901	296,876
Chapter 73	121,000	-	121,000	-	121,000	143,363	264,363	216,947	47,417	264,363	216,947	-
TOTAL	6,512,255	-	6,512,255	-	6,512,255	-	6,512,255	635,823	5,537,619	6,173,441	635,823	338,814
BUDGET 908 (CSO) 2020												
Chapter 71	2,205	-	2,205	-	2,205	-	2,205	-	2,205	2,205	-	-
Chapter 72	150,084	-	150,084	-	150,084	-	150,084	-	139,280	139,280	-	10,804
Chapter 73	175,255	-	175,255	-	175,255	-	175,255	-	172,559	172,559	-	2,696
TOTAL	327,544	-	327,544	-	327,544	-	327,544	-	314,045	314,045	-	13,499
BUDGET 908 (CSO) 2019												
Chapter 71	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 72	-	-										

The following table is a reconciliation of actual budget execution amounts as per the CSO budget execution statement to actual expenses as per the CSO segment reporting (see note 16).

	(in EUR)
Total Expenses as per Budget Execution	6,151,664
Property Plant and Equipment capitalized (Recognition from Capital and Investments)	(531,210)
Depreciation	64,077
Total Expenses as per Financial Performance	5,684,531